

*Alimentation – Santé
– Solidarité*

*Vers la création d'une
plateforme Picarde ?*

16 octobre 2014

ECHANGES POUR
UNE TERRE
SOLIDAIRE

INSTITUT
POLYTECHNIQUE
LASALLE
BEAUVAIS

ALIMENTATION – SANTE – SOLIDARITE

Vers la création d'une plateforme picarde ?



Compte rendu



Date : jeudi 16 octobre 2014

Horaires : 14h/17h30

Lieu : Institut Polytechnique LaSalle Beauvais

Organisateurs : Institut Polytechnique LaSalle Beauvais et l'association Echanges pour une Terre Solidaire

Depuis plusieurs années déjà, les notions de « circuits courts », « circuits de proximité » ou encore « produits locaux » sont valorisées. La sensibilisation à un autre mode de consommation s'accroît et les actions en ce sens essaient. Or le constat est manifeste : les personnes considérées « en situation de pauvreté économique¹ » dans la société française ne consomment pas ou très peu de produits frais en circuits-courts de proximité et cela engendre des problèmes de santé importants. Du côté agricole, des producteurs aimeraient rendre accessibles leurs produits à tous, éviter le gaspillage et cherchent de nouveaux débouchés commerciaux. Les secteurs du monde social, agricole et sanitaire peuvent tisser des liens adaptés aux enjeux observés.

Ainsi, une autre phase est en train d'émerger à travers les circuits courts de proximité : une meilleure prise en compte de la solidarité alimentaire.

La journée du 16 octobre 2014 à LaSalle Beauvais marque un point de départ vers une réflexion commune sur le lien Alimentation/Santé/Solidarité entre des acteurs picards du monde agricole, social, de l'économie sociale et solidaire, de santé, de l'environnement. Ce fût aussi l'occasion de valoriser les initiatives locales alliant jardinage et solidarité alimentaire.

¹ Un individu est considéré comme « pauvre » lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté en France, en 2012 était de 828€ ou 993€ (selon le seuil retenu : 50% du revenu médian pour la France, 60% du revenu médian pour l'Europe)

Plan du compte rendu

I - Déroulé de la journée _____	1
II – Présentation de quatre initiatives _____	3
III – Présentation de la restitution du travail de Master Management de la Sécurité Alimentaire des Villes par Ella MBROH _____	16
IV– Restitution des tables rondes _____	21
4.1 – Retranscription des deux tables rondes _____	21
4.2 – Les points essentiels des deux tables rondes _____	47
V – Synthèse de la journée : temps forts et éléments clés _____	51
VI - Remerciements _____	54
VII – Annexes _____	55

I - Déroulé de la journée

Alimentation-Santé-Solidarité

Vers la création d'une plateforme picarde ?

--PROGRAMME--

13h30 / 14h

Accueil / Ouverture

14h15

Présentation de 4 actions locales picardes

15h

Café stand, possibles échanges avec les porteurs de projets

Synthèse de l'étude

« Identification et analyse des initiatives locales multi-acteurs portant sur alimentation-santé-solidarité en Picardie »

15h30

15h40

Alimentation-Santé-Solidarité : vers la création d'une plateforme régionale ?

--Table ronde 1 --

15h45

Plateforme Alimentation-Santé-Solidarité :

Quels liens possibles avec les acteurs de l'agriculture en Picardie?

Philippe BONBLED, Chef de Service Régional de l'Alimentation, DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt)

Robert BOITELLE, élu, Chambre Régionale d'Agriculture

Anne-Claire HUET, Représentante, COPASOL (Collectif pour une agriculture picarde solidaire)

--Table ronde 2--

16h20

Quels enjeux pour une plateforme picarde sur l'Alimentation-Santé-Solidarité?

Marie-Christine GUILLEMIN, Vice-Présidente- Economie Sociale et Solidaire-commerce équitable et circuits courts, Conseil Régional de Picardie

Amandine DEJANCOURT, Responsable de Service Pilotage de l'Animation Territoriale, ARS (Agence Régionale de Santé)

Mathieu DEBEIRE, Directeur Adjoint, CRESS (Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire)

Christian FABRY, Directeur, ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)

Synthèse de la journée

17h

Emmanuelle BESANCON, Chargée de mission, Institut Godin

17h30

Pot de l'amitié

II – Présentation de quatre initiatives

De nombreuses initiatives alliant Alimentation-Santé-Solidarité voient le jour en Picardie.

Ella MBROH, étudiante à l'Institut LaSalle Beauvais faisant partie du Master II Management de la Sécurité Alimentaire des Villes (MSAV) a réalisé son stage de fin d'études au sein de l'association Echanges pour une Terre Solidaire (ETS) basée à Pont-Sainte-Maxence. Ella MBROH a parcouru le territoire picard pendant plusieurs mois pour aller à la rencontre de différentes initiatives et les a interrogées à partir de critères de solidarité et de santé définis par une réflexion entre l'association ETS, l'Institut Godin (Centre de transfert en pratiques solidaires et innovations sociales) , et l'IREPS (Institut Régional d'Education et de Promotion de la Santé)

Des fiches actions répondant aux critères définis ont été réalisées et quatre d'entre elles ont été présentées le 16 octobre 2014 à LaSalle Beauvais. Vous les trouverez ci-après.

LE PLEIN DE COURSES

UDAPIA, EPICERIE SOCIALE D'AMIENS

FICHE DESCRIPTIVE

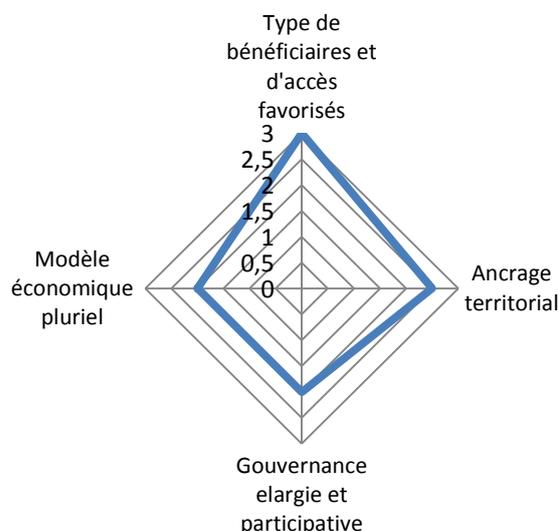
Réf 002/Version oct-14

OBJET	
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • Insérer par l'alimentaire • Répondre aux besoins alimentaires des familles tout en leur permettant de résorber des dettes financières • Permettre à long terme de changer les comportements pour éviter à nouveau les mêmes difficultés
ENJEUX	La crise économique et la hausse du chômage induisent une précarité qui fait recourir à l'aide alimentaire. D'où l'importance d'aider ce public tout en le rendant acteur de son insertion.
PORTEUR & PARTENAIRES	
PORTEUR	UDAPIA, Union des associations pour l'insertion par l'alimentaire
	Association loi 1901
	REFERENT LEFEVRE Marie Charlotte, Directrice
INITIATEUR(S)	3 membres fondateurs: <ul style="list-style-type: none"> • Secours catholique • Société st Vincent de Paul • Croix Rouge française
PARTENAIRES	FINANCEMENT <ul style="list-style-type: none"> • DDCS (direction départementale de la cohésion sociale) • ARS Picardie • ACSE (l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) par le CUCS (Contrat urbain de cohésion social) • Amiens Métropole
	PARTENAIRES TECHNIQUES Approvisionnement <ul style="list-style-type: none"> • Simply Market avec lequel est mis en place « la ramasse » qui consiste à collecter des produits frais à « date courte » et donc à mettre à disposition des bénéficiaires des produits frais à très bas prix • Banque alimentaire • Le Jardin des cheminots Mise à disposition de professionnels pour les ateliers pédagogiques <ul style="list-style-type: none"> • CAF (atelier budget) • CPAM (atelier santé active) • EDF (gestion d'énergie) • Diététicienne (atelier santé et alimentation)

	<ul style="list-style-type: none"> • La maison des adolescents • l'Association en savoir plus etc... <p>Orientation des bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • assistants sociaux du secteur
PRESENTATION DE L'ACTION	
TERRITOIRE	Amiens métropole
PUBLICS CIBLES	Adultes, en situation de précarité, orientés par référents sociaux
CALENDRIER	Créé en 1997 et ouvert toute l'année
DESCRIPTION	
<p>Les référents sociaux adressent les bénéficiaires à l'épicerie. Pour chaque bénéficiaire, un contrat d'engagement sur quatre (4) mois avec un objectif atteignable est établi. Trois (3) bilans sont prévus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au bout des quatre (4) premières semaines • A mi-parcours • A la fin du contrat. <p>Les bénéficiaires effectuent, une fois par semaine, leurs courses à l'épicerie suivant le crédit qui leur est accordé et paient leur quote-part. Avant d'effectuer leurs achats, ils participent à l'action pédagogique du jour. Des professionnels de diverses associations et structures animent et enrichissent ces ateliers qui portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Santé et alimentation (diététique, manger pas cher...) • Budget • Finances et pédagogie • EDF. <p>Chaque groupe de bénéficiaires est accompagné par des bénévoles dont le rôle est axé sur l'écoute, l'animation des ateliers culinaires et de l'aide pendant les courses.</p>	
RESULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • Fréquentation du public • Atteinte des objectifs individuels
RESULTATS OBTENUS	<p>En 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 214 familles accueillies (305 adultes et 259 enfants) • 71,49% du public est allocataire du RSA • 64,9% du public a respecté son contrat d'engagement et 43,5% l'a respecté en partie • 80% du public ont rompu avec l'isolement
LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE	Abordée pendant des ateliers organisés sur le thème anti gaspillage notamment sur la gestion des dates limites de consommation (DLC),
BUDGET/ANNEE	220 000 € (UDAPIA)

CARACTERISATION

DIMENSION SOLIDAIRE

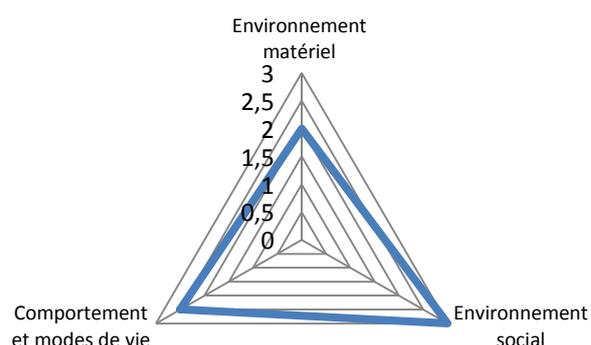


Après analyse, il ressort que :

- Les bénéficiaires sont en précarité et l'action favorise un accès à des biens matériels
- Un fort ancrage territorial avec une implication des acteurs publics, une provenance locale des bénéficiaires et de certains fournisseurs (partenariat avec le jardin des cheminots)
- Le mode de ressources est hybride avec un financement public et des ressources issues de la participation des usagers
- La gouvernance de l'action est élargie, notamment par une co-construction avec les financeurs. Les usagers, néanmoins participent peu à la gouvernance.

Les pratiques de l'action « plein de courses » d'UDAPIA s'inscrivent pleinement dans ces champs d'application, nous en concluons qu'elles sont solidaires.

DIMENSION SANTE



L'action agit sur les grandes catégories de déterminants de:

- L'environnement matériel est favorisé par le maintien des ressources naturelles grâce au partenariat avec le jardin des cheminots et par une offre alimentaire saine (fruits et légumes, ateliers culinaires pour manger sain)
- L'environnement social est rendu favorable à la santé par la création de liens sociaux
- Le comportement individuel est rendu favorable à la santé par l'amélioration de l'estime de soi et l'abandon d'habitude à risques (endettement, malbouffe...).

Nous en concluons que l'action s'inscrit dans une logique de promotion de santé et donc contribue à améliorer le potentiel santé des usagers.

INTERET POUR LA CREATION D'UNE PLATE FORME PICARDE PORTANT SUR L'ALIMENTATION-SANTE-SOLIDARITE

Une plateforme permettrait de mutualiser les moyens et réduire les coûts d'approvisionnement des épiceries. Il serait un cadre d'échanges entre acteurs pour capitaliser et porter leurs besoins et souhaits.

POUR EN SAVOIR PLUS

ADRESSE	5 rue Vaquette, 80090 Amiens.
SITE	http://www.udapia.fr
CONTACT	mc.lefevre@gmail.com tél : 03 22 72 16 76 fax : 03 22 72 16 76

L'AXE ALIMENTAIRE DE L'EPICERIE SOCIALE 3 S DE HAM

FICHE DESCRIPTIVE

Réf 004/Version oct-14

OBJET	
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> Lutter à long terme contre la précarité, Accompagner vers un changement de vie A court terme, atteindre l'objectif individuel des bénéficiaires
ENJEUX	La précarité galopante sur le secteur fait naître un besoin de soutien aux familles en difficultés économiques.
PORTEUR & PARTENAIRES	
PORTEUR	Epicerie sociale solidaire
	Association de loi 1901
	REFERENT GREVIN Hervé, Directeur
INITIATEUR(S)	Secours catholique
PARTENAIRES	FINANCEMENT <ul style="list-style-type: none"> DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) CUCS (Contrat urbain de cohésion social) Conseil Général de la Somme Commune de Communes du Pays Hamois Caisse d'épargne
	PARTENAIRES TECHNIQUES Mise à disposition d'intervenants <ul style="list-style-type: none"> CAF (Caisse d'Allocations Familiales) Conseil Général de la Somme Orientation des bénéficiaires <ul style="list-style-type: none"> Assistants sociaux du secteur
	AUTRES Approvisionnement <ul style="list-style-type: none"> Banque alimentaire Croix rouge Orientation professionnelle des bénéficiaires <ul style="list-style-type: none"> Somme emploi service
PRESENTATION DE L'ACTION	
TERRITOIRE	Canton de Ham
PUBLICS CIBLES	Bénéficiaires du RSA en majorité ou personnes en difficulté économique
CALENDRIER	Crée en 1999 ; ouvert toute l'année sauf 3 semaines en août. Pendant cette période, les bénéficiaires sont dirigés vers la Croix rouge.

DESCRIPTION

Orienté par les assistants sociaux du secteur, chaque bénéficiaire dispose d'un crédit d'achat et achète ce qu'il veut. Il contribue à hauteur de 20% du prix des produits achetés par l'épicerie et 10% des produits fournis par la banque alimentaire.

En dehors des bénéficiaires du RSA, une partie du public, également en précarité, bénéficie dans les mêmes conditions des services de l'épicerie grâce à la subvention de la communauté de communes.

La participation aux ateliers pédagogiques est un préalable pour accéder à l'épicerie. L'objectif est de réunir les bénéficiaires pour rétablir le lien social et redonner des notions de base dans différents domaines qui pourront leur être utiles dans la vie quotidienne. Les sujets abordés :

- La prévention santé (hygiène alimentaire, atelier cuisine, bilans de santé, planning familial...)
- L'économie familiale (budget, surendettement, économie d'énergie,...)
- L'insertion professionnelle
- Le jardinage
- La communication et « l'image de soi » (coiffure, maquillage,...).

Des intervenants extérieurs animent certains de ces ateliers (économie d'énergie avec intervenant d'EDF, santé avec médecin du conseil général, la CAF économie familiale sur les budgets...)

Les ateliers de jardinage sont réalisés au jardin des Hardines. Les bénéficiaires qui en font la demande, peuvent disposer d'une parcelle et accroître ainsi leur autonomie alimentaire.

RESULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • Participation de 80 familles bénéficiant du RSA • Taux de fréquentation • Aide aux habitants des petits villages
RESULTATS OBTENUS	<ul style="list-style-type: none"> • 98 % taux de présence • 160 personnes aidées en 2013
LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE	Abordée pendant des ateliers culinaires avec des recettes pour accommoder les restes
BUDGET/ANNEE	50 000 €
PARTICULARITES	<ul style="list-style-type: none"> • Un projet de chantier d'insertion avec comme support le maraîchage est en cour de réalisation. L'espace de 4 ha, mis à disposition par la mairie, a déjà été préparé. Il en résultera 16 contrats uniques d'insertion et des paniers solidaires à la portée d'un public en situation de précarité • L'épicerie sociale 3 S a obtenu le Label européen de lutte contre la précarité en 2010.

CARACTERISATION

<h3>DIMENSION SOLIDAIRE</h3> <p>Le diagramme est un losange à quatre axes. Les axes sont : <ul style="list-style-type: none"> Haut : Type de bénéficiaires et d'accès favorisés Droite : Ancre territorial Bas : Gouvernance élargie et participative Gauche : Modèle économique pluriel Le diagramme est gradué de 0 au centre jusqu'à 3 à l'extérieur. Une ligne bleue épaisse traverse le diagramme de haut à bas, passant par le point 2 sur l'axe vertical. </p>	<p>Après analyse, il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le public est en situation de précarité et l'action lui donne accès à des biens matériels • La volonté de s'approvisionner (achat effectués par l'épicerie) essentiellement local, l'origine géographiquement proche des bénéficiaires et l'implication des acteurs (publics, un agriculteur) créent un important ancre territorial • Le mode de ressources est hybride avec un financement public, des ressources issues de la participation des usagers et de partages de lieux et de savoirs • La gouvernance est élargie à tous les acteurs, avec pour les usagers un représentant au CA et des évaluations des bénévoles et des ateliers.
---	--

	Les pratiques de l'Épicerie 3S s'inscrivant pleinement dans les champs d'application du Tableau de bord des pratiques solidaires, nous en concluons qu'elles sont solidaires.
--	---

<p>DIMENSION SANTE</p> <p>Environnement matériel</p> <p>3 2 1 0</p> <p>Comportement et modes de vie</p> <p>Environnement social</p>	<p>L'environnement matériel est rendu favorable à la santé grâce au respect des règles de développement durable sur le jardin. La rupture de l'isolement et la solidarité dans les groupes d'utilisateurs rendent l'environnement social favorable à la santé.</p> <p>Le comportement individuel est également rendu favorable à la santé par l'amélioration de l'estime de soi et diminution des habitudes à risques (endettement, malbouffe...).</p> <p>L'action améliorant les grandes catégories de déterminants de santé, nous en concluons qu'elle s'inscrit dans une logique de promotion de santé et donc contribue fortement à améliorer le potentiel santé des usagers.</p>
--	---

INTERET POUR LA CREATION D'UNE PLATE FORME PICARDE PORTANT SUR L'ALIMENTATION-SANTE-SOLIDARITE

- Une plateforme régionale pourrait aider à :
- Mettre à la disposition des acteurs, des intervenants professionnels référencés et apporter une aide dans leur rémunération
 - Mettre en place des procédures de fonctionnement uniformisées et améliorées (notamment sur l'hygiène), imposées par les financeurs
 - Créer des outils de communication pour les structures
 - Mutualisation des moyens et partager les informations
 - Inciter les épiceries sociales à se rapprocher des Chambres de Commerce pour prendre contact avec les entreprises agroalimentaires et organiser des ramasses.

POUR EN SAVOIR PLUS

ADRESSE	Adresse : rue Guynemer 80 400 Ham
SITE	http://www.epicerie3s-ham.fr/index.html
CONTACT	epicerie3s@free.fr tél : 07 80 32 03 86.

LE POTAGER PARTAGE DU CPAI (Centre Permanent d'Accueil et d'Insertion) DE PONT SAINTE MAXENCE

FICHE DESCRIPTIVE

Réf 009/Version oct-14

OBJET	
OBJECTIFS	Faire de l'accompagnement et de l'insertion sociale et depuis septembre 2014, de l'insertion professionnelle auprès de personnes bénéficiaires du RSA
ENJEUX	Maintenir et fidéliser les bénéficiaires dans les ateliers proposés
PORTEUR & PARTENAIRES	
PORTEUR	ADEQUATION-CPAI Pont Sainte Maxence
	SARL
	REFERENT BEL Laurence, Animatrice ETS, chargée de mission TSAS
INITIATEUR(S)	ETS (Echanges pour une Terre Solidaire)
PARTENAIRES	FINANCEMENT <ul style="list-style-type: none"> • DRAAF • Conseil Régional de Picardie • Conseil Général de l'Oise • La ville de Pont sainte Maxence • Fondation Macif
	PARTENAIRES TECHNIQUES <ul style="list-style-type: none"> • ETS (Accompagnement) • L'association Ame-Ortie (activité compost, jardinage sans intrants chimiques)
	AUTRES <ul style="list-style-type: none"> • Jardins familiaux de Pont Sainte Maxence (Adhésion à l'association pour l'obtention du terrain)
PRESENTATION DE L'ACTION	
TERRITOIRE	Commune de Pont Sainte Maxence
PUBLICS CIBLES	Bénéficiaires du RSA
CALENDRIER	Début : septembre 2013
DESCRIPTION	
<p>Le projet initial portait sur des ateliers culinaires organisés pour les bénéficiaires du CPAI dans le cadre des activités du Programme TSAS « Territoire Solidaire pour une Alimentation Saine » porté par ETS ; programme dont l'un des objectifs est de favoriser la réappropriation de pratiques alimentaires saines.</p> <p>Le thème de ces ateliers : « Comment manger sain pour 3 fois rien ». L'utilisation de légumes et fruits frais BIO engendrera le désir des bénéficiaires de cultiver eux même les plantes aromatiques, pour s'assurer de leur qualité. Commencent alors des ateliers de jardinage d'intérieur avec les aromates. De fil du temps, les bénéficiaires suggéreront la création d'un potager.</p>	

Un jardin a donc été mis en place avec la participation des bénéficiaires et en s'appuyant sur la compétence professionnelle de certains d'entre eux. Les activités réalisées :

- Atelier de récupération de semences à partir des légumes bio issus des ateliers culinaires
- Atelier préparation du sol suivant les méthodes de type permaculture
- Atelier de semis
- Compostage
- Entretien du potager.

Ils se partagent ensuite la production du jardin tout en étant sensibilisés aux bénéfices des pratiques écologiques et en redécouvrant le goût particulièrement bon des légumes qui résultent.

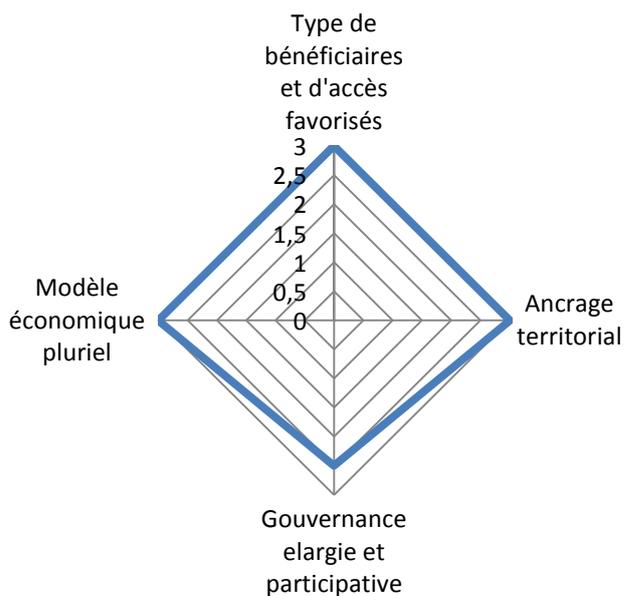
Aussi, le projet aura des impacts transversaux :

- Amélioration de l'estime de soi (être capable de réaliser entièrement une série d'activités et d'en récolter les fruits)
- L'expérience du travail en équipe

RESULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> • Alimentation saine • Développer la solidarité et le travail en équipe
RESULTATS OBTENUS	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation de produits frais • Impacts transversaux : amélioration de l'estime de soi • Mixité sociale, davantage d'échanges entre les usagers et les autres citoyens • Création de lien entre Commune de Pont et CPAI (dispositif départemental)
LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE	Dans le cadre des ateliers culinaires, une sensibilisation est faite, notamment grâce aux recettes « anti gaspi » utilisant les restes.
FREINS	Le public de l'action a des problèmes de santé et des conduites addictives. Il est donc difficile d'effectuer des activités physiques sur une longue durée et il faut un encadrement constant lors des activités.

CARACTERISATION

DIMENSION SOLIDARITE



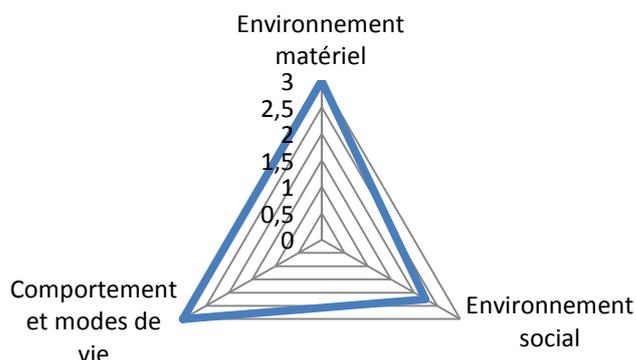
L'action est caractérisée par un ancrage territorial très fort avec l'implication des acteurs locaux (publics, financeurs), l'autoproduction des semences et des plants et la distribution des légumes à l'échelle locale.

Son public est en précarité et l'action lui donne accès à des biens matériels.

Son mode de ressources est pluriel avec un financement public, des partages de savoirs entre usagers et avec d'autres associations, ainsi que des dons (semences, plants, outils de jardinage...). Nous avons une gouvernance élargie à tous les acteurs, notamment avec les usagers : ils ont été les premiers demandeurs de l'action.

L'action s'inscrivant parfaitement dans les champs d'application arrêtés, nous en concluons que ses pratiques sont solidaires.

DIMENSION SANTE



A la suite de l'action, des comportements individuels néfastes à la santé (addiction, malbouffe...) sont moins fréquents et les usagers en acquièrent d'autres plus positifs comme l'habitude de se lever tôt pour aller vaquer à une occupation. L'estime de soi est également améliorée avec le sentiment d'être utile.

L'environnement matériel est également rendu favorable à la santé grâce au respect des règles de développement durable sur le jardin.

La mixité sociale (avec jardiniers du jardin familial de la ville ou les citoyens de la ville au cours de manifestations où les usagers participent à des prestations de service...), la rupture avec l'isolement et la solidarité qui s'installe dans le groupe d'usagers contribuent à améliorer la qualité de l'environnement social.

L'action impactant ainsi les grandes catégories de déterminants de santé, nous en concluons qu'elle s'inscrit dans une logique de promotion de santé et donc contribue fortement à améliorer le potentiel santé des usagers.

INTERET POUR LA CREATION D'UNE PLATEFORME PICARDE PORTANT SUR L'ALIMENTATION-SANTE-SOLIDARITE

Une plateforme sur ce sujet remettrait l'alimentation au cœur de nos réflexions et permettrait de revenir sur la consommation des produits de saison et sur le local, soutenant ainsi les producteurs locaux.

Elle permettrait également de diffuser largement les actions sur le territoire provoquant un « effet toile d'araignée » : un fil bouge et tout le système vibre.

Les consommateurs de tout niveau social pourront alors avoir accès à l'information et se réapproprier aisément leur alimentation.

POUR EN SAVOIR PLUS

ADRESSE	5 Rue de la chapelle saint Jean
CONTACT	etsassociation@free.fr Tél : 06 80 80 26 13

CUISINE ET POTAGER NOURRICIERS DE BEAUVAIS

FICHE DESCRIPTIVE

Réf 005/Version oct-14

OBJET	
OBJECTIFS	Répondre localement aux doubles besoins : <ul style="list-style-type: none"> • Accroître la consommation de légumes des bénéficiaires de l'aide alimentaire par des activités au potager et en cuisine • Faire face à la diminution importante du PEAD en 2014 en adaptant des solutions locales, agricoles et éco-citoyennes combinant pratiques potagères, culinaires et environnementales.
ENJEUX	Tandis que, dans un contexte de crise, l'aide aux démunis à l'échelle européen (PEAD) est à la baisse, on enregistre une augmentation des demandes d'aide alimentaire et un bilan nutritionnel régional insatisfaisant en Picardie.
PORTEUR & PARTENAIRES	
PORTEUR	Institut Polytechnique Lasalle Beauvais en lien avec l'équipe Développement Durable de la ville de Beauvais
	Etablissement d'enseignement supérieur et ville de Beauvais
	REFERENT CARON Philippe, Directeur Développement Durable
INITIATEUR(S)	<ul style="list-style-type: none"> • DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt)
PARTENAIRES	FINANCEMENT <ul style="list-style-type: none"> • DRAAF • Ville de Beauvais • CCAS (Centre Communal d'Actions Sociales)
	PARTENAIRES TECHNIQUES IREPS (Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé) : intervention du consultant pour le potager
	AUTRES Orientation des bénéficiaires <ul style="list-style-type: none"> • Le CCAS • L'épicerie sociale Emmaüs • L'association d'insertion Elan-Ces
PRESENTATION DE L'ACTION	
TERRITOIRE	L'agglomération de Beauvais
PUBLICS CIBLES	Bénéficiaires du RSA et autres personnes en situation de précarité
CALENDRIER	Début : avril 2013
DESCRIPTION	
<p>Les bénéficiaires sont orientés par les référents sociaux et acteurs de l'aide alimentaire. Ils participent aux deux (2) types d'activités organisées par le projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'activité potagère <p>Elle vise la production de légumes en respectant les principes de l'agriculture biologique et se développe sur un jardin de 2000m² situé à l'Ecospace de la Mie au Roy. Les activités réalisées sous la</p>	

supervision du jardinier référent sont les classiques du jardinage : préparation du sol, semis, repiquage, entretien, récolte. La fréquence est d'une à deux fois par semaine et la durée de chaque atelier est de 2 heures. Les personnes qui souhaitent avoir des légumes frais acceptent de venir les produire. Le surplus de la production est distribué à l'épicerie du Cœur. Ceci développe un sentiment de partage, de solidarité des usagers qui deviennent acteurs.

- L'activité cuisine

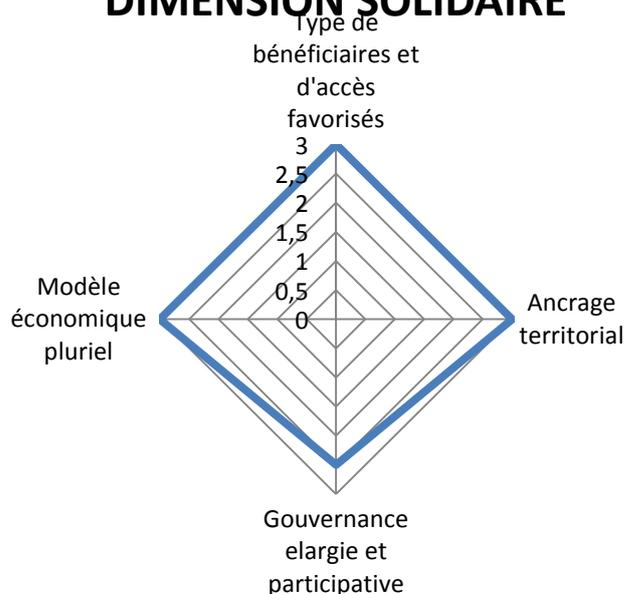
Les ateliers cuisine sont dispensés par l'Institut Lasalle dans les locaux de l'Ecospace. Il s'agit de confectionner des mets avec les légumes disponibles sur le jardin. Les thèmes abordés sont: cuisiner avec des produits frais, se nourrir avec un petit budget ou cuisiner les restes. La fréquence est d'une fois par mois et la durée est de 3 à 4 heures.

Les bénéficiaires s'impliquent dans ces ateliers : ils apprennent à produire les légumes sains et à les utiliser.

RESULTATS ATTENDUS	30 personnes (15 de Beauvais et 15 des communes rurales) Objectifs sociaux <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'insertion sociale grâce à la mixité des publics • Instaurer le partage et la solidarité • Favoriser une alimentation saine et équilibrée • Améliorer l'estime de soi et rompre avec l'isolement
LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE	Abordée dans les ateliers cuisine où on apprend à cuisiner les restes
BUDGET/ANNEE	51 000 €
FREINS OU PARTICULARITES	<ul style="list-style-type: none"> • L'un des freins de l'action est le difficile accès au site pour les usagers qui n'ont généralement pas de véhicule • Un guide et une formation sont en construction pour transposer cette expérience et aider à sa répliation pour des acteurs intéressés par l'installation et la gestion de cuisines et potagers nourriciers.

CARACTERISATION

DIMENSION SOLIDAIRE



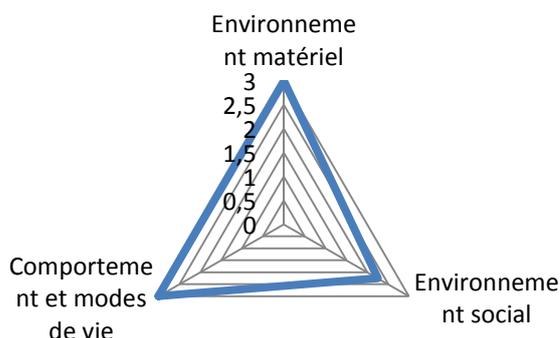
Les approvisionnements du jardin en semences et en plants se font localement et les légumes sont destinés aux usagers et aux associations locales d'aide alimentaire. Et avec l'implication des acteurs locaux (publics, financeurs) nous obtenons un fort ancrage territorial de l'action.

Il en découle un mode de ressources pluriel avec un financement public, des partages de lieux, ainsi que des dons (semences, plants, outils de jardinage...)

La gouvernance est élargie à tous les acteurs avec un retour régulier des bénéficiaires sur les différentes activités.

L'action s'inscrivant pleinement dans tous les champs d'application du Tableau de bord des pratiques solidaires, nous en concluons que ses pratiques sont solidaires.

DIMENSION SANTE



L'initiative agit sur les grandes catégories de déterminants de santé en les rendant favorable à la santé:

- L'environnement matériel en favorisant le maintien des ressources naturelles par la pratique de l'agriculture biologique et en offrant aux usagers une alimentation favorable à la santé (fruits et légumes sains, ateliers culinaires pour manger sain)
- L'environnement social en favorisant l'insertion sociale et la mise en réseau
- Le comportement individuel par l'amélioration de l'estime de soi et l'abandon d'habitudes à risques (endettement, malbouffe...).

Nous en concluons que l'action s'inscrit dans une logique de promotion de santé et donc contribue à améliorer le potentiel santé des usagers.

INTERET POUR LA CREATION D'UNE PLATE FORME PICARDE PORTANT SUR L'ALIMENTATION-SANTE-SOLIDARITE

Les enjeux sont de faire émerger des projets, des actions communes entre les acteurs. La connaissance mutuelle des acteurs et des actions va potentiellement générer de nouvelles initiatives et permettre de mobiliser des ressources.

POUR EN SAVOIR PLUS

ADRESSE	19 rue Pierre Waguët – BP 30313 –60000 BEAUVAIS Cedex
CONTACT	philippe.caron@lasalle-beauvais.fr Tel. : +33 (0)3 44 06 38 41

III – Présentation de la restitution du travail de Master Management de la Sécurité Alimentaire des Villes par Ella MBROH

A) IDENTIFICATION ET ANALYSE DES INITIATIVES LOCALES MULTIACTEURS ALIMENTATION-SANTE-SOLIDARITE

- 1- Démarche
- 2- Méthodologie
- 3- Synthèse des résultats
- 4- Avis des acteurs sur la création d'une plateforme régionale portant sur l'alimentation, la santé, la solidarité

B) DEMARCHE DE L'ETUDE

DEFINITION DES CRITERES D'ANALYSE	<ul style="list-style-type: none"> • Critères d'analyse de la dimension solidarité définis avec l'Institut Godin • Critères d'analyse de la dimension santé définis avec l'IREPS
ELABORATION DU QUESTIONNAIRE	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif: <ul style="list-style-type: none"> • Décrire l'action • Caractériser les dimensions santé et solidarité
RECHERCHE D'INITIATIVES	<ul style="list-style-type: none"> • Définition du types d'action à d'écrire • Prise de contact avec: <ul style="list-style-type: none"> • Les institutionnels (DRAAF, l'ADEME, ARS) • Les collectivités territoriales (CR, CG) • Les réseaux d'associations: CRESS, COPASOL, CCPA • Recherches bibliographiques
RECUEIL D'INFORMATIONS SUR LES ACTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Prise de contact avec les porteurs des actions identifiées et demande de rendez-vous (Mail, téléphone) • Interviews des acteurs

Figure 1 - Par Ella Mbroh, Septembre/octobre 2014

C) CARACTERISATION DE LA DIMENSION SOLIDARITE

📌 Outil utilisé : Tableau de bord des pratiques solidaires de l'Institut Godin

- Champs d'application identifiés comme pertinents à analyser :
 - inscription territoriale,
 - mode de gouvernance,
 - mode de ressources
- + 1 dimension générale en lien avec le type de bénéficiaires et d'accès favorisés par l'action

📌 Formulation de questions qui rendent compte de chacun des champs d'application

📌 Grille de notation de 1 à 3 des différents champs

D) CARACTERISATION DE LA DIMENSION SANTE

📌 Outil de catégorisation de résultats de santé (OCR) avec l'aide de l'IREPS

- Modèle basé sur l'hypothèse que la santé ne peut être atteinte qu'en passant par des stades intermédiaires

📌 Choix de travail sur le niveau « effets sur les déterminants de santé »

- Environnement matériel
- Environnement social
- Comportements et modes de vie

📌 Questions évaluatives sur ces déterminants

📌 Grille de notation de 1 à 3

E) SYNTHESE DE L'ETUDE

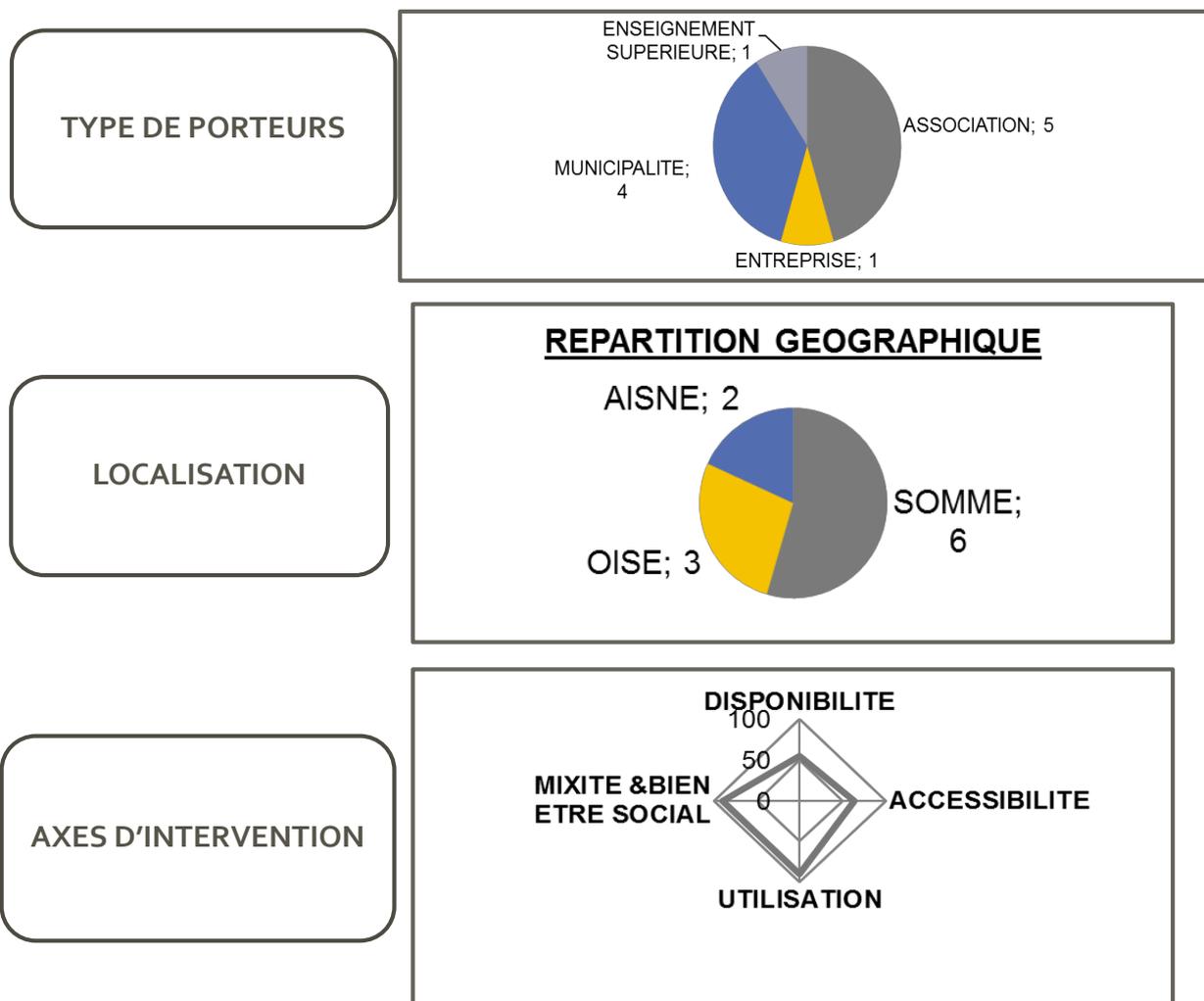


Figure 2- Par Ella Mbroh, Septembre/octobre 2014

F) DIMENSION SOLIDAIRE

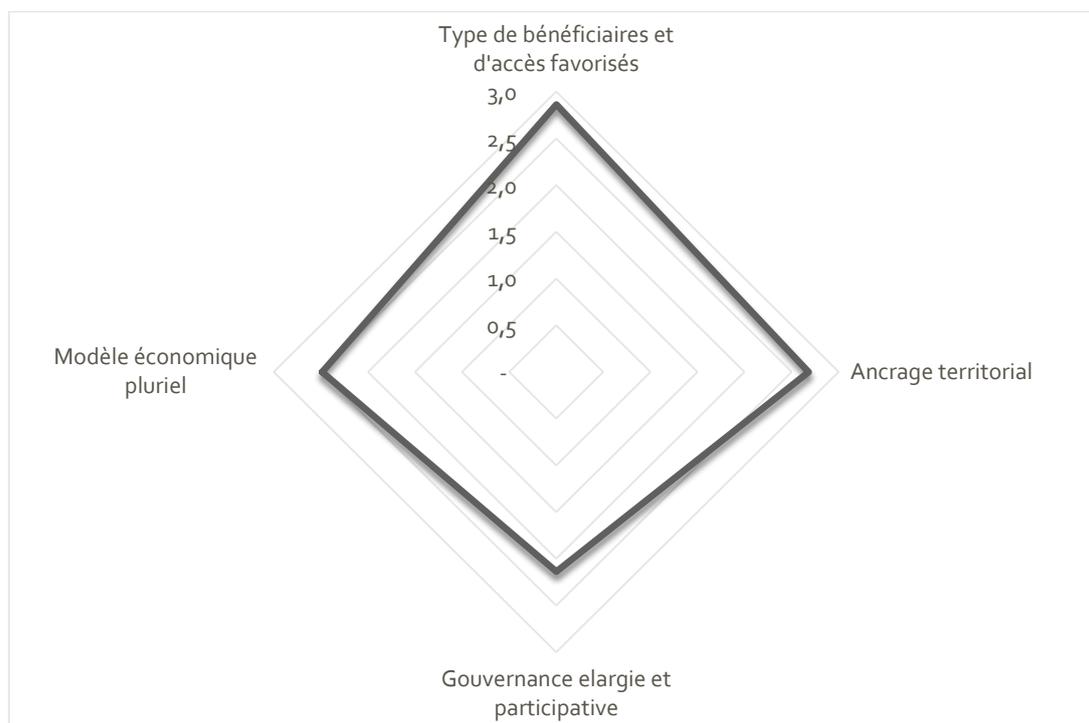


Figure 3 - Par Ella Mbroh, Septembre/octobre 2014

G) DIMENSION SANTE

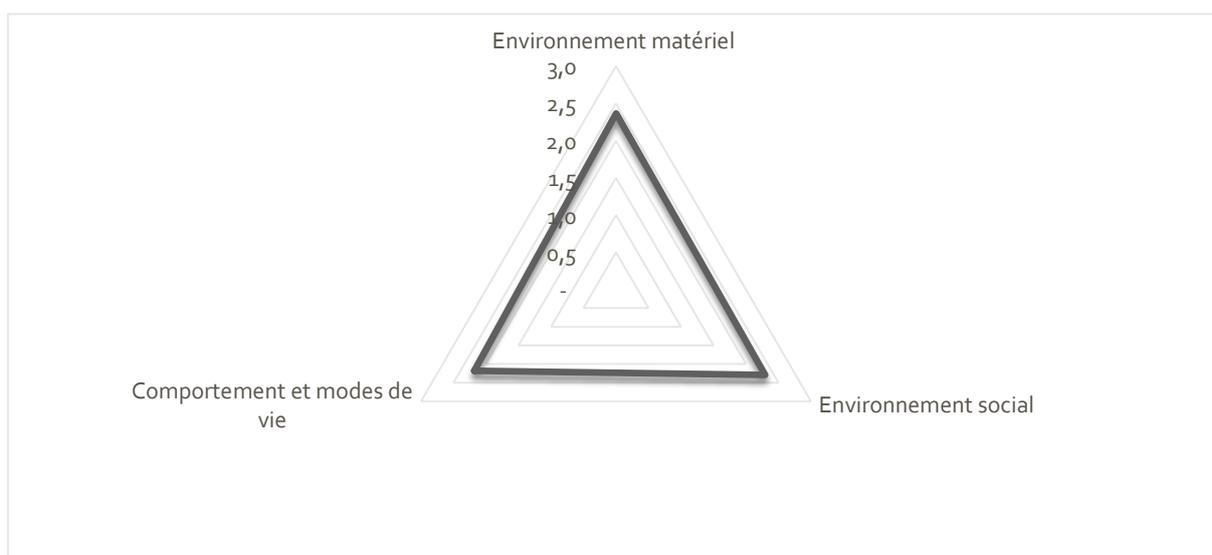


Figure 4- Par Ella Mbroh, Septembre/octobre 2014

H) INTERETS DES ACTEURS POUR LA CREATION D'UNE PLATEFORME SUR L'ALIMENTATION-SANTE-SOLIDARITE

- Réseau pour aider à l'insertion professionnelle des usagers
- Cadre pour présenter propositions et besoins
- Création d'outils partagés structurant les projets
- Échanges de savoirs avec possibilité de transfert et émergence de projets
- Recensement des intervenants extérieurs, formalisation et financement de leur prestation
- S'approvisionner ensemble pour moins cher
- Sensibilisation d'un maximum de personnes aux bonnes pratiques alimentaires

IV– Restitution des tables rondes

4.1 – Retranscription des deux tables rondes

- **TABLE RONDE 1 : Plateforme Alimentation-Santé-Solidarité : Quels liens possibles avec les acteurs de l'agriculture en Picardie?**

Intervenants : **Philippe BONBLED**, Chef de service SRAL (Service Régional de l'Alimentation), DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt) / **Robert BOITELLE**, Chambre Régionale d'Agriculture / **Anne-Claire HUET**, représentante COPASOL (Collectif Pour une Agriculture Picarde Solidaire) / **Alexandre PLATERIER**, Terre de liens

Animatrice : **Marie-Paule LECOQ** (ETS)

Présentation des intervenants/institutions représentées et point de vue sur l'émergence d'une plateforme Picarde

Anne-Claire HUET

Je suis administratrice, je suis Vice-présidente pour le département de l'Oise pour l'association ABP, donc Agriculture Biologique en Picardie et je suis là plus aujourd'hui pour vous parler de COPASOL puisque l'ABP est aussi une association cofondatrice de COPASOL avec la FAMAPP (Fédération des AMAP de Picardie).

Philippe BONBLED

Je suis Philippe BONBLED, je travaille donc à la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Picardie. Je suis en charge du Service Régional de l'Alimentation, donc un service dont on a pas mal parlé tout à l'heure, je vous en remercie, puisqu'on est en charge de l'animation de la politique de l'alimentation en Picardie. Quand je dis animation de la politique de l'alimentation en Picardie ça fait très technocratique. En gros, on suscite des thématiques et on essaie de financer autant qu'on peut et on essaie de faire prendre la

mayonnaise et pour que justement on aille peut être vers des réseaux de l'alimentation-santé-solidarité et je crois que c'est le thème de la journée.

Et quelle place pour les agriculteurs, et j'avoue que ça pourrait presque être un sujet de tutorat de l'ENA que je ne suis pas, mais je retournerais plutôt la question : il n'y a pas de question, c'est-à-dire que les agriculteurs, à mon sens, sont forcément présents dans ce dispositif et dans ce réseau. En plus, je dirai que la date de votre petit colloque tombe bien puisqu'il y a 2 jours, a été publiée la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt. Et je crois que cette loi va bien vers un sens de produire autrement, c'est le slogan de notre ministre : produire autrement. Et dans le produire autrement, il y a forcément le produire solidaire, produire en circuit court et ancré dans le territoire, la réalité territoriale. Donc, je pense que les initiatives qu'on a vu là sont importantes et je pense que les agriculteurs ont leur rôle à jouer dans ce dispositif en étant des acteurs de ce circuit court, c'est évident. Et je rappelle d'ailleurs qu'il y a un programme régional qui s'appelle PRAD, « Programme Régional de l'Agriculture Durable » et le développement des circuits courts est explicitement mis dedans. Je vois aussi les agriculteurs via les jeunes agriculteurs. Donc il y a tout le produire autrement, la diversification qui doit être un leitmotiv de l'enseignement agricole qui dépend aussi du Ministère de l'Agriculture et notamment, là aussi je suis désolé, il y a plein de plans, il y a un plan de l'enseignement agricole et dedans il y a le produire autrement évidemment la diversification, le circuit court et finalement l'agriculture biologique etc.

Je vois aussi un rôle peut être de tutorat, je ne sais pas, pourquoi pas, des agriculteurs qui intègrent des projets en tant que tuteur de ce qu'on a vu tout à l'heure, je pense que les agriculteurs sont de bons jardiniers, je lance l'idée.

Et puis il y a une idée qui m'est chère, elle est un peu plus difficile à réaliser, il y a aussi tout l'aspect, on l'a vu tout à l'heure, l'ancrage territorial ça passe par le retour à des races et des variétés rustiques, toutes au moins locales et ça c'est un vœu qui m'est cher, de pouvoir relancer en Picardie toute une filière autour des races et surtout des variétés végétales rustiques et là je crois qu'il y a aussi tout un enjeu, un dossier, un challenge important parce qu'on lutte aussi contre le réchauffement climatique on s'intègre dans les spécificités biologiques et agroécologiques et donc on vise aussi la réduction des pesticides. Je pense, que je ne sais pas ce que vous attendiez que je dise, mais dans tous les cas, c'est ma position pour l'instant.

Question : comment est-ce que votre politique s'inscrit dans cette question-là, ou pourrait s'y inscrire ?

Philippe BONBLED

Je crois surtout que c'est cette thématique qui a été reprise dans la politique du Ministre par la loi qui vient d'être adoptée ; disons que toutes ces initiatives-là sont avangardistes et ont été reprises, vous savez, souvent la loi ne fait que suivre une tendance sociétale, c'est rarement la loi qui modifie la société.

Intervention de Robert BOITELLE

En même temps au niveau du pragmatisme il y a, vous avez parlé du PRAD, ce projet régional d'agriculture durable, c'est qu'après, derrière, il y a forcément des fléchages financiers, c'est-à-dire que les financements publics sont fléchés par rapport à ces programmes, donc si les circuits courts sont inscrits dedans, le bio, etc. donc il y a forcément des fléchages financiers, donc ça c'est le pragmatisme aussi. En dehors du pragmatisme intellectuel.

Question : Face aux enjeux qui ont été présentés par Philippe Caron avec les associations d'aide alimentaire, l'augmentation de la précarité justement, quelles réflexions vous pouvez apporter aujourd'hui, ainsi que des pistes d'action en tant que représentant de la Chambre d'Agriculture ?

Robert BOITELLE

Tout d'abord, il y a des mots qui m'ont fait vraiment plaisir, suivant les intervenants, c'est « dans le jardin, il y a du plaisir et du bien-être ». Ça c'est hyper important et je vous ferai part d'une expérience professionnelle mais qui est un peu loin de la précarité mais qui est assez symptomatique.

Et puis après il y a le pacte social qui est important, c'est-à-dire en effet il y a la précarité, mais il y a cette précarité alimentaire, il y a aussi la précarité sociale qui est importante, c'est-à-dire le lien social il est prédominant et puis après il y a évidemment le partage. Le partage, c'est exceptionnel, donc pour ceux qui travaillent dans toutes les associations que vous avez présentées tout à l'heure, on peut dire que quelquefois « donner c'est recevoir ». C'est très important.

Alors donc partir seul sur des actions comme ça c'est souvent voué à l'échec et il faut mieux avoir une association, et être multi acteurs, plus on est, mieux ce sera et on pourra aussi, parce que le danger, c'est la durée dans le temps, parce que quelquefois on peut faire des actions et puis après c'est terminé.

Alors quelques postulats quand même, parce que quelquefois on a des idées reçues, beaucoup d'idées reçues sur l'agriculture picarde ; c'est que la précarité elle frappe tout le monde y compris des agriculteurs. Il y a des agriculteurs qui sont aussi dans la précarité, quelquefois une précarité sociale très marquée, c'est un désastre.

Alors les actions vous en avez déjà bien parlé tout à l'heure, c'est éduquer, former, expliquer, éviter le gaspillage en tout genre, même réutiliser quelquefois le gaspillage c'est à dire qu'il peut avoir un gaspillage mais il peut avoir une autre utilisation quelquefois non alimentaire. Vous l'avez bien montré, l'espace est libre, il faut le combler et il n'y a pas qu'avec les mots, il faut passer de la futilité à l'utilité et là ce n'est pas forcément évident, et on s'aperçoit que la mise en musique est complexe, très difficile.

Des actions, il y en a beaucoup sur l'éducation, la formation etc. au travers évidemment des produits locaux tout à l'heure, vous l'avez dit, c'est vous qui avez donné un chiffre de 9% d'agriculteurs en Picardie qui vendent des produits en circuits courts, il y en a beaucoup plus d'après le recensement, il y en a beaucoup plus, mais quelquefois ce sont des mono produits, c'est un peu délicat.

Et il faut aussi revenir évidemment sur les fondamentaux, je disais le lien, les valeurs, etc. Et ne pas oublier le principal c'est-à-dire l'alimentation au départ, c'est le pourquoi on a fait cette action.

Je parlais des produits locaux, les marchés locaux. Chaque Chambre d'Agriculture associée aux Conseils Généraux et quelquefois le Conseil Régional ont mis en place des plateformes virtuelles pour essayer de mettre en contact les producteurs locaux avec des cuisiniers de restauration scolaire, de restauration d'entreprise, etc... pour essayer de mettre en lien le produit, le producteur, le cuisinier transformateur et évidemment le consommateur. Il y a toute cette chaîne à voir et à ne pas négliger. Et on a été surpris d'ailleurs d'une certaine attente de cuisiniers, de gestionnaires dans les collèges qui ne connaissaient pas les structures d'agriculteurs qui vendaient autour de chez eux. Parce qu'évidemment dans cette initiative on privilégie la proximité, qu'il y ait le moins possible de transport.

Après évidemment ce lien social, on est vraiment dans le style « mangeons bien, mangeons saisonnier, et mangeons local ». Pour nous le bio vient après, il est important mais c'est après. C'est une des composantes, si on trouve des producteurs bio c'est encore mieux, mais s'il n'y en a pas, on essaie des produits, qui sont tracés évidemment et sont sains, c'est-à-dire que derrière ce genre d'initiative il y a toujours des chartes et quelquefois qui sont draconiennes pour les producteurs. Donc il faut essayer de les faire les plus simples possibles.

On a d'autres exemples de solidarité agricole et notamment je vais relever l'expérience de jeunes agriculteurs, ce qu'on appelle des JA dans notre jargon, qui ont cultivé hors la loi des terrains, des friches qui ont été prises à l'agriculture, qui n'ont pas encore été rendues soit à l'urbanisation, soit à l'industrialisation ou à l'artificialisation et les ont cultivé pendant une année. Et le produit de leurs récoltes est donné à une association sous forme de chèque. Alors on a évidemment des œuvres aussi au niveau agricole et donc au travers d'AFDI, Agriculteurs Français pour le Développement International. Mais pas que, il y a quelques associations locales qui ont pu bénéficier de finances à partir de ce travail, mais là c'est beaucoup plus local avec des groupes d'agriculteurs, des groupes de jeunes qui se mettent en place pour pouvoir travailler la terre.

Et il y a un exemple national qui depuis quelques années, a été mis en place et qui s'appelle SOLAAL, (SOLidarité des producteurs Agricoles et des filières ALimentaires) qui a été monté par nos organisations professionnelles avec les filières, les transformateurs, etc. qui s'est dit qu'en fait il y avait un problème : c'est-à-dire qu'entre la demande et l'offre, c'est semé d'embûches et qu'il fallait peut-être un élément catalyseur pour pouvoir faire que ça se passe le mieux possible. Alors évidemment c'était par rapport à des constats. Comme vous l'avez dit tout à l'heure, en France, 9 millions de personnes sont sous le seuil de pauvreté, malnutrition etc... Ils ont regardé ce qui se passait, les freins, les blocages, les manques. C'est vraiment bien souvent sur la méconnaissance : qu'est-ce que je peux faire, je ne sais pas, donc je ne fais pas. Le peu de liens entre les acteurs, je disais que ça devait être multi acteurs, mais en fait c'est : qu'est-ce que je peux faire comme lien entre ces acteurs possibles, les contraintes administratives parce que ça ne se passe pas comme ça, je ne peux pas non plus mettre n'importe quoi sur le marché en faisant n'importe quoi. C'est-à-dire qu'il y a une certaine responsabilité derrière, le manque de régularité, je vous l'ai dit tout à l'heure et aussi évidemment la diversité. On pourrait dire par exemple en ce moment, qu'il pourrait très bien y avoir des pommes de terre sur des dons alimentaires mais ça va être des tonnages fabuleux à ne pas savoir qu'en faire. Et également ça vient poser le problème de logistique et de stockage. Donc tout ça nécessite évidemment des mesures et le fait de se retrouver autour d'une table pour pouvoir être utile. Evidemment derrière en parallèle, lutter contre le gaspillage, éduquer, former etc....

Donc je vous l'ai dit, SOLAAL ne remplace pas mais facilite. Vous aviez un très bon slide au départ de la présentation de tous ces acteurs et notamment des acteurs institutionnels agréés comme Croix rouge, Secours Catholique, ...etc. Et donc SOLAAL travaille avec eux et aussi avec d'autres associations qui ne sont pas forcément agréées au niveau des ministères et elle

complète l'existant par une démarche de partenariat : elle recense l'offre de don, donc c'est très simple entre guillemets, et les contraintes du donateur et elle propose l'offre à une ou plusieurs associations ou même quelquefois le donateur peut cibler une association à qui il faut le remettre et donc SOLAAL voit s'il le faut stocker etc. Ils ont d'ailleurs mis en place depuis peu une unité de stockage sur Tours au niveau national. Dans les actions récentes évidemment il y a du numéraire, c'est-à-dire qu'il y a des sociétés qui au travers de SOLAAL donnent un chèque.

Et après il y a une redistribution de produits comme rôti, pâte, jus de fruit, bœuf, légumes. Et il y a eu une expérience assez intéressante d'aider par SOLAAL avec l'UDAF du Loiret. C'était un glanage en plein champ de pommes de terre. C'est assez génial et médiatiquement très porteur. C'est une information qui se trouve dans un guide du don. Comme je vous le disais les membres sont issus de la profession agricole, mais pas que, il y a aussi la grande distribution, il y a la fondation Carrefour par exemple. On prend les bonnes volontés et là tout récemment le président des producteurs de pommes de terre a lancé un appel national à ses producteurs pour faire un don direct de pommes de terre à des associations au travers de SOLAAL.

Je vous disais, moi en fait sur le lien social, c'est hyper important. Je vais vous donner ce que je vis, il n'y a pas la précarité mais il y a le lien social.

Je fais du jardin aussi, j'ai découvert le bien être dans le jardin, c'est assez bien, c'est reposant, très régénérant je n'en suis pas encore au non à la binette, j'essaie d'apprendre. Le passe-temps du jardinier n'est pas le passe-temps de tout le monde, c'est quand même assez long, l'observation ce n'est pas forcément évident, même pour un agriculteur. Mais on se sert aussi des auxiliaires, ça j'ai oublié d'en parler, parce que en aparté tout à l'heure, vous disiez pendant la pause comment accepter les auxiliaires. On a des groupes d'agriculteurs qui travaillent sur la biodiversité dans les champs, un groupe qui s'appelle AuxiproD qui travaille évidemment sur l'utilité des auxiliaires en grandes cultures pour éviter le passage d'insecticides etc. Mon expérience, je jardine avec quelques amis et depuis 5 ans on fait une plantation de pommes de terre associative. Au départ on était 3-4 et maintenant on est arrivé à 8 familles. Le fait de se retrouver dans le champ, de se retrouver à regarder les pommes de terre pousser, de se retrouver avec un verre, de discuter ...etc., c'est génial. Là quand on parlait de régénération, le bien être dans sa tête, la psychologie du jardin c'est très important, je ne sais pas qui parlait de « silence, ça pousse » mais enfin c'est ça, c'est vraiment formidable. Et cette année on était dans un champ en bordure de route et on a des personnes qui sont en précarité, et qui nous ont demandé ce qu'on faisait, parce qu'ils se posaient la question de savoir : on plante des pommes de terre. Ah,

c'est génial donc on leur a expliqué et du coup dans notre champ on leur a planté deux lignes, et on leur a dit : « voilà ce seront les vôtres, vous viendrez vous en occuper, on vous dira quand, on vous aidera à les récolter etc. ». Et c'est aussi ça le lien, ce lien social il est hyper important dans le partage, il n'y a pas que le partage de matériel, il y a le partage social qui est très important quelques fois le fait de remettre des gens sur les rails se fait aussi au niveau psychologique, ça c'est très important.

Vos associations, vous êtes dedans, vous avez les pieds dedans, vous le savez, ce n'est pas à vous que je vais apprendre ça mais c'est très important.

Je rejoins effectivement Monsieur BONBLED sur le fait que l'agriculture dans ce processus a un rôle prépondérant à jouer, je dirais l'agriculture, mais surtout les agriculteurs. Et soyez assurés que de toute manière on est prêt évidemment à vous accompagner. SOLAAL par exemple a maintenant, essayé de s'articuler au niveau régional, donc je pense qu'il sera intéressant qu'on se retrouve autour d'une table pour essayer de monter correctement ce multi partenariat. Ça sera très intéressant parce que donner c'est recevoir aussi. C'est important aussi pour nous

Question : COPASOL, Collectif pour une Agriculture Solidaire, votre nom annonce une réflexion amorcée sur la solidarité. Quelles pistes justement de réflexion et d'action sont à développer ?

Anne-Claire HUET

Je vais vous parler de la création de COPASOL, vous donner un peu les chiffres, vous expliquer un peu ce que COPASOL a fait et vous donner un exemple et après on parlera de ce que COPASOL peut faire.

L'origine de COPASOL, c'est une association créée en fin 2011. Elle a pour but de faire la promotion d'une agriculture nourricière, créatrice d'emploi, de lien social dans une société humaine, solidaire respectueuse de la terre et du vivant. J'ai donc tout dit. C'est ambitieux mais ça correspond bien avec notre sujet d'aujourd'hui.

Concrètement COPASOL est impliqué directement dans l'accompagnement des projets d'installation agricole éligibles aux aides régionales en partenariat avec les chambres d'agriculture. Ça peut être un accompagnement individuel, ça peut être des formations collectives et COPASOL est aussi impliqué sur la transmission des fermes en agriculture biologique. Alors depuis 2011, 27 personnes ont été accompagnées par COPASOL et en 2013 on a eu 50 nouveaux porteurs de projets en émergence dont 18 sont en phase de formalisation

de projet. Sur ces 18, on en a 15 qui sont en bio, tous en circuit court au moins en partie sur leurs exploitations. Donc les projets en agriculture paysanne accompagnés sont des projets d'agriculture citoyenne à plusieurs points de vue :

Ils sont portés par des personnes non issues de familles agricoles mais qui portent un nouveau point de vue sur le métier. Leurs pratiques sont nourries par d'autres expériences professionnelles ou familiales. C'est pour eux et pour nous une richesse. Leur installation nécessite souvent un soutien citoyen : acquisition solidaire de foncier, donc ça c'est Terre de lien qui fait le travail, de débouchés économiques par le biais des AMAP

Leurs projets contribuent à des dynamiques de territoire : emplois, lien social, échanges économiques et ils sont ouverts sur l'extérieur.

Ils répondent aux attentes sociétales à travers les circuits courts pour créer du lien social entre producteurs et consom'acteurs. Ils sont dans la majeure partie des cas en bio pour répondre à des enjeux de la protection de la santé des producteurs, des consommateurs et de la protection de l'environnement.

Alexandre va vous parler d'un exemple d'installation récente alliant alimentation-santé-solidarité. Il s'agit d'une installation de jeunes maraichers sur Pont-de-Metz près d'Amiens.

Alexandre PLATERIER

Vous avez compris qu'il y a un vrai enjeu autour de l'installation de nouveaux producteurs dans les territoires avec des productions qui sont censées répondre aux besoins des territoires. On a choisi l'exemple du GAEC des Franches terres de Pont-de-Metz. En fait c'est l'installation de maraichers en bio sur une zone de captage près d'Amiens, Pont-de-Metz étant situé en périphérie d'Amiens. Pourquoi, parce que c'est un exemple emblématique du type de projet qui est accompagné par le réseau COPASOL, Terre de lien, ABP etc. Alors qu'est ce qui caractérise très rapidement ce projet, bien sûr ça aurait été mieux que les maraichers soient là pour en parler. Mais qu'est ce qui caractérise ce type de projet porté par des personnes qui ont envie de s'installer comme agriculteurs. D'abord c'est les handicaps, c'est-à-dire ce sont des personnes qui n'ont pas de foncier en l'occurrence dans ce cas-là, on avait 2 personnes avec un projet d'installation mais sans foncier, qui était hors cadre agricole pour l'un, l'autre étant issu de famille agricole mais de Normandie, mais qui n'ont pas d'attache agricole dans le territoire concerné. Là c'est aussi le cas d'un projet atypique. Atypique pour quoi ? Parce que c'est du maraîchage diversifié. On a parlé tout à l'heure en introduction, que c'est vrai qu'en Picardie, les légumes ce sont d'abord et avant tout des légumes de plein champ à vocation agro-

alimentaire. Là c'est du maraichage bio, en plus diversifié. Donc bio, atypique aussi dans la région. Et aussi parce que qu'ils ont tout à créer. N'étant pas de famille agricole, on n'est pas dans le cas d'une reprise, il y a un outil de travail à créer complètement sur un territoire nouveau etc. Aujourd'hui, ils sont installés, ça a réussi. Je vais dire brièvement un tout petit peu ce qu'il y en est et pourquoi ça a réussi. Parce qu'il y a eu une conjonction d'éléments, d'acteurs qui sont intervenus à des moments durant ces 2 années de processus d'installation. Ça a été très long. D'abord sur le foncier il y a eu un appui on va dire par l'association Terre de liens qui constitue l'aspect citoyen du soutien à cette installation. Mais pas seulement puisque les terres sur lesquelles ils travaillent aujourd'hui sont des terres qui sont louées par la collectivité locale c'est-à-dire Amiens Métropole. On a vu effectivement que les élus ont un rôle à jouer là-dedans. Mais ils ont un rôle à jouer au niveau du foncier pour pouvoir installer des agriculteurs sur leur territoire, donc là Amiens Métropole loue ses 11 ha de terres aux maraichers, donc il y a une volonté politique derrière qui a été déterminante dès le départ de ce projet. Mais aussi parce qu'on est dans une zone de captage donc ça met un enjeu par rapport aux pratiques bio notamment. Conjonction d'éléments, autres éléments outre le soutien des collectivités, de l'appui Terre de liens, c'est l'appui du réseau tel que je l'ai dit, à la fois sur l'aspect installation COPASOL mais aussi sur l'aspect débouché FAMAPP. Tu l'as évoqué aussi donc c'est tout un réseau il y a aussi les aides publiques qui sont venues aider puisque ce sont des gens qui ont bénéficié d'aides à l'installation de l'Etat, de la Région Picardie donc, ça a été un élément important dans l'installation puisqu'il y a des investissements à réaliser, il faut pouvoir aider sachant qu'ils n'ont pas forcément de capital au départ. Et puis il y a eu un appui de la Chambre d'Agriculture de la Somme, en l'occurrence du président, pour faciliter l'intégration du projet sur le territoire puisque ce sont des personnes qui ne sont pas issues du milieu agricole et qui en même temps vont s'installer sur un territoire du coup il y a un travail à faire avec les agriculteurs locaux et c'est très important parce qu'aujourd'hui il y a des passerelles qui ont été créées et puis de l'entraide notamment des agriculteurs locaux par rapport à ce projet là et puis surtout. Et enfin, il faut une volonté forte et une motivation des porteurs de projets. Et puis un projet solide sinon ils n'auraient pas pu tenir 2 ans et demi pour savoir si au bout du compte c'est possible de s'installer, c'est tout un processus dans lequel il faut avoir assez de motivation et surtout un moral d'acier pour pouvoir porter le projet jusqu'au bout. Alors le projet aujourd'hui, l'installation a eu lieu en avril 2013, après 2 ans et demi de travail, donc on a un an et demi de recul, il y a eu un outil de travail qui a été créé, mis en place par les maraichers avec tous les acteurs que je vous ai cités, ils cultivent aujourd'hui dans une zone de captage de

11 ha en légumes sur la moitié seulement, puisqu'il y a des contraintes environnementales qui font qu'ils ne peuvent pas produire sur toutes les parcelles, mais ils ont besoin d'effectuer des rotations longues. Donc là, on est bien dans l'enjeu santé, dans l'enjeu environnement également. Il y a eu 2 emplois temps plein créés puisqu'ils sont associés en GAEC tous les deux à temps plein. Ils emploient aussi 2 saisonniers pour l'instant, ils espèrent pouvoir l'année prochaine embaucher l'une des 2 personnes qui est saisonnière, c'est une création d'emploi. Et puis la production est écoulee strictement localement c'est-à-dire sous forme d'AMAP soit sous forme de panier SMS qu'ils ont mis en place soit sous forme de vente directe sur place. C'est important de le souligner parce que ça crée vraiment du lien économique et social sur le territoire. Il y a une crèche aussi qui est alimentée en légumes et il y a la cuisine centrale d'Amiens qui, via Bio d'ici d'abord, est maintenant alimentée par les légumes. Donc ça crée du lien social, ils ont commencé au bout d'un an et demi à réserver une parcelle pour les enfants qui sont à l'école juste voisine de leur exploitation. Donc les enfants vont pouvoir s'installer sur place. C'est ce qu'on peut dire par rapport à ce type de projet sur un territoire.

Pour conclure, c'est qu'ils ont créé un outil de travail sans chercher à capitaliser. C'est à dire qu'ils ont limité au maximum les investissements que ce soit sur le foncier ou le bâti, là en l'occurrence en zone de captage ils n'avaient pas de bâti, car ils n'avaient pas de possibilités de construire. Il a fallu donc trouver d'autres solutions mais ils ont limités au maximum leur endettement : c'est une installation relativement peu coûteuse. Il faut savoir que sur la commune ou ils sont installés aujourd'hui jusqu'en 1976 il y avait 8 maraichers et qu'il n'y en avait plus ; c'est donc un renouveau du maraichage en périurbain. Donc ça c'est intéressant. On est en plein dans l'agriculture paysanne en termes d'emploi, de l'environnement de l'environnement etc. Alors évidemment il manque le lien solidarité. Mais on peut dire que là ils ont créé leur outil de travail je pense que le terreau il est présent pour qu'après éventuellement on puisse imaginer et eux, c'est eux qui décideront sur place pour qu'il puisse y avoir d'autres liens pour notamment les débouchés au niveau légumes pour pouvoir répondre aux besoins sociaux qu'on a évoqué tout au long de l'après-midi. Ça on peut l'imaginer. Mais en tous cas, tout est en place pour ça. Ils n'ont pas mis en place d'action dans ce sens, ils ont construit leurs outils de travail. En tous les cas, c'est quelque chose qui marche aujourd'hui au bout d'un an et demi de vente et d'installation. Ils sont très contents et économiquement l'affaire tourne on va dire.

C'était l'exemple qu'on voulait vous donner.

Anne-Claire HUET

Merci. Donc je voudrais vous parler des actions de COPASOL et de ses membres Terre de liens, ABP en lien avec l'alimentation. Voici comment certaines actions ont un lien avec la santé. C'est le cas des actions de l'ABP en matière de restauration collective. Donc l'ABP travaille avec les restaurations scolaires d'Amiens, de Château Thierry et Crepy en Valois. Il s'agit donc d'introduire des produits biologiques en restauration hors domicile qui constitue un levier dans le développement de l'agriculture biologique dans les territoires. Cette mission s'inscrit dans un contexte national favorable depuis le Grenelle de l'environnement. Donc on demande qu'il y ait 20% de produits bio en restauration collective jusqu'au Plan National d'Alimentation décliné en région par le PRALIM qui est le plan régional de l'alimentation et par la convention DRAAF- ARS- Rectorat en passant par le Plan National Nutrition Santé ce qu'on appelle le PNNS et le Plan Obésité. L'ABP propose dans ce cadre l'accompagnement des collectivités et des établissements désireux de s'inscrire dans cette dynamique à travers différentes actions de sensibilisation, de formation des gestionnaires des cuisiniers, du personnel en charge de l'alimentation, des économistes, de tests d'introduction et des produits bios locaux. C'est le cas par exemple des lycées à Amiens Métropole et à Crépy en Valois. Les actions de l'ABP sont soutenues dans ce cadre par le Conseil Régional de Picardie, la DRAAF, les Agences de l'Eau, les Conseils Généraux de l'Aisne et de l'Oise, le FEADER, l'ARS et l'ADEME. Il y a une autre action aussi qui s'inscrit là, que je viens de vivre moi, en tant qu'agricultrice dans un groupe d'agricultrices GDAF (Groupe d'agriculteurs féminins) où l'ABP avec la diététicienne sont venus nous sensibiliser à la bio, l'objectif c'était de sensibiliser les agricultrices, tous types d'agriculture confondues.

Voici comment certaines actions ont un lien avec la solidarité.

Donc dans les AMAP, la solidarité est constitutive du contrat entre les AMAPIens et le producteur. Les AMAPIens s'adaptent aux variations de production et aident le producteur en cas d'aléas. Ils préparent l'achat des paniers.

Terre de liens, lui son principe de finance solidaire permet à des porteurs de projets d'accéder au foncier.

Alors ce qui nous intéresse aujourd'hui : COPASOL et l'espace transversal régional alimentation-santé-solidarité. Selon COPASOL, ce projet d'espace transversal c'est intéressant et ce à plusieurs titres :

D'abord la mobilisation actuelle sur les thèmes alimentation-santé-solidarité qui conduit à s'intéresser davantage à l'agriculture, au foncier, à l'installation ; on le note par exemple dans les médias.

Autre chose : l'engagement des citoyens et l'implication de certains élus locaux qui apportent une contribution à l'agriculture en soutenant certains projets

L'agriculture de ce fait est vue peu à peu comme l'affaire de tous. L'existence d'un espace de débat qui permette de favoriser le dialogue entre les agriculteurs et les autres parties se sentant concernées et donc utiles dans ce contexte.

Se rajoute que la demande alimentaire évolue. Sur le plan social, la demande sociale en direction des agriculteurs, des jeunes couples qui souhaitent des produits sains locaux pour leurs enfants. Sur le plan environnemental, comme affirmé dans la PAC, il est demandé aux agriculteurs de protéger leur environnement par rapport à l'impact sur la santé des pratiques agricoles en particulier en réduisant le recours aux produits phytosanitaires. C'est d'autant plus pertinent en Picardie qui fait figure de mauvais élève sur le plan de la santé avec l'obésité dont on parlait tout à l'heure avec les maladies cardio-vasculaires le diabète et les maladies directement liées à l'alimentation. Mais aussi en matière de développement agricole biologique seul 0,7% du territoire sont consacrés à l'agriculture biologique alors même que nous bénéficions d'un potentiel agronomique et de marchés considérables.

En conclusion à l'occasion de l'accompagnement à l'installation, COPASOL peut jouer un rôle de vecteur par rapport à cette vision sociale, territoriale, solidaire et soucieuse de la santé et de l'environnement. COPASOL a toute sa place dans un espace transversal en tant que porteur de valeur de projet agricole et citoyen.

Marie Paule : Merci beaucoup à vous quatre. Pour des questions de temps on va prendre une à deux questions, si vous en avez, rapidement.

• **TABLE RONDE 2 : Quels enjeux pour une plateforme picarde sur l'alimentation-santé-solidarité ?**

Intervenants : **Marie-Christine GUILLEMIN**, Vice-Présidente-Economie sociale et solidaire, Commerce équitable et circuits-courts, Conseil Régional de Picardie / **Amandine DEJANCOURT**, Responsable de service pilotage de l'Animation Territoriale, ARS (Agence Régionale de Santé) / **Mathieu DEBEIRE**, Directeur Adjoint, CRESS (Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire) / **Evelyne JOURNAUX** (représente Christian FABRY, Directeur) de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)

Animateurs : **Claire TAUTY** (ETS) et **Philippe Caron** (LaSalle Beauvais)

Question : Précisez, au vu de tout ce qui a été dit, quels sont les enjeux aujourd'hui d'un espace régional sur ce sujet alimentation-santé-solidarité, selon votre point de vue à vous.

Marie-Christine GUILLEMIN

Claire, je vais te désobéir, je préfère vous expliquer un peu, le plus rapidement possible, ce qui se fait en Région en matière de Alimentation-Santé-Solidarité et ensuite voir dans quelles mesures une plateforme ou un espace régional pourrait faire qu'on recoupe nos objectifs et qu'on mutualise nos besoins et nos solutions.

La politique de la Région en matière d'Alimentation-Santé-Agriculture recoupe complètement les valeurs et les objectifs qui ont présentés jusqu'ici dans cet après-midi. Notre objectif politique est une alimentation saine pour tous en Picardie. Pour arriver à ces objectifs en Picardie bien sûr, je dis, pour tous, parce que ce n'est pas seulement pour les précaires, c'est vraiment pour tous, quels que soient les moyens, quelles que soient les catégories socio-professionnelles, quel que soit le lieu d'habitation, c'est une agriculture saine pour des raisons de santé des consommateurs quels qu'ils soient et de la planète bien sûr.

Alors l'objectif de la Région c'est de réussir à mettre en place des filières qui vont nous permettre d'atteindre ces objectifs, des filières qui fonctionnent, qui soient viables, comme quelqu'un l'a dit précédemment du champ à l'assiette. Et même après l'assiette, puisque plusieurs personnes en ont parlé effectivement, c'est un thème crucial, le gaspillage. Donc du champ au champ, puisqu'on peut agir sur le gaspillage par le compost, donc on revient au champ

avec une gestion complète, à 360° de ce problème à résoudre et de pouvoir fournir une alimentation saine pour tous.

En région pour construire cette filière on agit à plusieurs niveaux, c'est-à-dire qu'on met de façon régionale un partenariat avec d'autres intervenants en place, des intervenants qui sont là d'ailleurs, des intervenants de COPASOL, la Chambre d'Agriculture et de la DRAAF, des expériences beaucoup dans les lycées, puisque les lycées sont une compétence de la Région. C'est-à-dire que l'on fait de la sensibilisation, de l'accompagnement et de l'aide financière pour avoir le maximum d'introduction de produits locaux dans la restauration scolaire et de produits locaux biologiques dans certains cas, le plus sain possible sinon.

Des expérimentations sont menées sur 3 territoires pour introduire, et ces expérimentations sont menées de façon à mettre en place ensemble autour de la table les producteurs, les transformateurs, la logistique et les chefs de cuisine et les intendants de façon à pouvoir réaliser une filière qui soit viable et opérationnelle d'un bout à l'autre. On prend aussi en charge le surcoût de l'alimentation quand ce sont des produits bio et qu'il y a un surcoût.

Et beaucoup, avec l'ABP par exemple, beaucoup de sensibilisation parce que c'est très important la sensibilisation, ça a été dit aussi, dès le plus jeune âge, dès le collège et pour nous les lycées de par nos compétences. On a aussi des aides directes auprès des agriculteurs que ce soit dans l'installation ou l'aide à l'achat de matériel ou la formation, des aides directes au niveau des transformateurs, de la logistique et puis des subventions qui sont accordées sur les projets et les acteurs de terrain. Ça été dit, nous accompagnons COPASOL, ETS, de la Graine à l'assiette, les CPIE qui travaillent aussi sur l'environnement donc également sur l'alimentation et l'agriculture. Et puis bien entendu dans le cadre des circuits courts de proximité on travaille avec la Chambre de l'Agriculture sur le territoire de Picardie. Et aussi des programmes de recherche parce que justement, pour mettre en place cette filière complète on finance également les recherches pour optimiser les productions, pour optimiser les transformations donc dans ce cas-là on travaille avec AGRO TRANSFERT, une structure soutenue entre autre par la Région

Alors ces politiques, encore une fois sont mises en place pour atteindre cet objectif d'une alimentation saine pour tous et y compris les plus précaires.

Dans quelle mesure est ce qu'on peut participer, bénéficier de la mise en place d'un espace régional qui permettrait à tous par exemple à la fourniture d'alimentation saine aux plus précaires, mais également à la restauration à domicile, également aux agriculteurs de bénéficier de cet espace.

Moi je pense tout de suite à la mutualisation, à la mutualisation des outils, clairement au niveau de la formation puisque ça a été évoqué dans tous les secteurs et particulièrement dans les exemples qui ont été montrés en première partie avec une sensibilisation auprès d'un public précaire certes mais également éloigné pour des raisons ou économiques ou de cultures d'une alimentation saine, donc au niveau de la sensibilisation on a à mutualiser de façon à optimiser économiquement, vous savez tous que nous sommes dans une période de contraintes budgétaires, mais également au niveau des compétences. La sensibilisation peut être mutualisée, les outils qui sont en place pour aider les structures d'aide ce sont des structures qui peuvent intervenir au niveau de la précarité sachant que la Région n'intervient pas directement au niveau de la précarité, puisque c'est une compétence obligatoire des Conseils Généraux mais on a une convention avec pour agir dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire et les exemples qui ont été montrés en première partie relève de l'ESS et on a des conventions de partenariats avec les Conseils Généraux donc déjà une approche de mutualisation.

On pourrait aussi mutualiser et travailler ensemble comme on l'a vu je pense avec les différents intervenants sur l'approvisionnement en amont ; il existe déjà des filières mais qui ne sont pas forcément des filières locales, mais on peut travailler ensemble localement sur ces filières locales et je crois de façon de très intéressante sur justement cette gestion des surplus, cette lutte contre le gaspillage, avec tous les acteurs qui travaillent sur l'alimentation donc la santé.

Voilà les quelques pistes qui pourraient servir de base à la construction d'un espace régional sur l'alimentation-santé-solidarité.

Question : Effectivement Alimentation-santé-solidarité dont le lien avec l'ARS est évident, on parle de santé mais finalement qu'est-ce que vous voyez, vous, comme intérêt dans cette association de mots ? Et comment ça peut se traduire en termes d'action ?

Amandine DEJANCOURT

Sans vouloir réduire la santé aux questions de nutrition, il apparaît aujourd'hui clairement que l'accessibilité alimentaire fait partie des déterminants qui impactent tout particulièrement la santé des publics en situation de vulnérabilité. Et aujourd'hui l'alimentation est au cœur de processus complexes qui demandent des solutions plutôt globales, des solutions décroisées, transversales qui doivent répondre à différentes actions notamment sur le plan économique, sur le plan sanitaire, sur le plan éducatif, familial. Et les témoignages d'aujourd'hui, les exemples

qui nous ont été montrés prouvent bien qu'on tend vers cette transversalité. Je trouve déjà qu'on a fait un premier pas vers cette plateforme. Ces échanges aujourd'hui ont justement montré qu'on était sur des démarches qui conjuguait à la fois le bien être, qui conjuguait la solidarité et l'alimentation et ce sont pour moi à mon sens et c'est en accord avec notre politique. Pour innover, il faut avoir une démarche qui conjugue, entre autres, bien-être, solidarité et alimentation. L'innovation sociale, c'est s'interroger sur les déterminants sociaux et repenser les interventions de santé de manière transversale et intersectorielle. Pour prendre en compte toute la complexité d'intervenir positivement sur la santé de toute population, il est en effet nécessaire de repenser les diagnostics et favoriser les approches positives de la santé et du bien-être, en tenant compte des conditions de vie des populations, de s'appuyer ensuite sur les ressources existantes pour bâtir des stratégies misant sur les collaborations entre les acteurs de différents secteurs et sur la participation des populations, enfin, de privilégier les approches populationnelles et les stratégies visant les milieux de vie, en considérant la santé en-dehors du système de soins, par une approche sur les déterminants sociaux : cohésion sociale, aménagement des espaces urbains, emploi/insertion, politique de l'enfance (accueil petite enfance, parentalité).

Pour moi, cette plateforme c'est tout cela que ça doit comporter. J'ai encore découvert aujourd'hui de nouveaux acteurs, et je pense que je vais encore en découvrir au fil du temps, et justement s'appuyer sur ces ressources existantes va nous permettre de développer des stratégies à destination de la population, de la faire participer aussi et puis de prendre en compte tous les déterminants sociaux de la santé. Pour moi cette plateforme doit être un espace collaboratif, un espace de paroles, d'échanges, d'échanges de pratiques et puis ça permettrait justement de voir émerger une réflexion globale Alimentation-Santé-Solidarité où on mettrait tout le monde autour de la table et où les institutions, et surtout les institutions échangeraient, il faut aller vers ce décloisonnement des acteurs, ce décloisonnement de nos financements, et aller vers cette intersectorialité.

Question : économie sociale et solidaire, donc un lien déjà au niveau du vocabulaire aussi, après la réflexion par rapport à l'espace régional, qu'en penses-tu ?

Mathieu DEBEIRE

Déjà nous, vu de l'Economie Sociale Solidaire, on ne peut qu'adhérer au projet pour une raison toute bête, c'est un peu un thème abscons puisse que beaucoup ne savent pas ce qu'est l'ESS

mais quand on l'explique un peu simplement on explique souvent que c'est une économie de proximité au service de la population, en réponse aux enjeux sociaux et sociétaux et qui favorise des logiques collectives plutôt qu'individuelles et la coopération plutôt que la concurrence.

Moi quand je vois le projet, effectivement j'ai l'impression d'être un peu dedans et en même temps finalement on fait un peu d'ESS. Donc déjà nous on ne peut qu'adhérer au projet.

Un petit mot sur la CRESS, je ferai assez court pour mettre en perspective là où je trouve effectivement un intérêt dans la création de cette plateforme. La CRESS est une association qui rassemble l'ensemble des grandes composantes de l'ESS en région, donc la famille associative dont on a beaucoup parlé aujourd'hui notamment sur le champ de l'aide alimentaire mais aussi des mutuelles, des coopératives, des fondations, des entreprises solidaires qui finalement pour certaines, peuvent être sur l'ensemble de la chaîne sur la question alimentaire. On peut avoir des producteurs, des distributeurs, des gens qui font de la sensibilisation, des gens qui font de la restauration et à ce titre-là finalement l'ensemble du champ est concerné par cette question de l'alimentation.

Ensuite les grandes missions de la CRESS, c'est un peu là-dessus que je vais insister. On fait de la représentation, on fait de la promotion et on est aussi là pour faire du développement, et quand on fait du développement on pense à quatre choses :

- Susciter des vocations
- Faire émerger des projets
- Mieux Accompagner les porteurs de projets
- Et essayer de consolider ou rendre mature les activités existantes.

Et là où je pense que cette plateforme finalement peut être d'un grand intérêt aujourd'hui vis-à-vis de ce qui se passe dans l'ESS, cette plateforme déjà a priori, ça peut être un besoin. On a besoin aujourd'hui d'un espace pour croiser et faire converger les initiatives et aussi pour fédérer les énergies. Nous, ce qu'on constate aujourd'hui dans nos réseaux, sur les territoires c'est que la question alimentaire c'est vraiment une problématique phare, un peu fédératrice, on a beaucoup de dynamiques citoyennes qui émergent autour de ça et on a toute une nouvelle génération qui se lance dans les projets et qui a beaucoup d'appétence pour cette question-là. Et après on est face à une problématique à laquelle nous sommes confrontés : c'est que finalement il n'y a pas d'espace pour structurer ces acteurs-là. Finalement il faut travailler en transversalité et en général tout le monde fonctionne en tuyau d'orgue et dans le monde associatif il en manque. Que ce soit les gens d'insertion, que ce soit les gens de l'éducation, que ce soit les gens du sanitaire et du social, que ce soit les gens du sport, ils ont tous à intervenir

sur cette question-là. Mais il n'y a pas d'espace où ils peuvent tout simplement parler uniquement de la question alimentaire alors qu'en plus ils développent des projets en la matière. Je pense qu'en termes de structuration des acteurs, cette plateforme a un grand intérêt en tout ça vu du champ de l'ESS.

Ensuite, effectivement c'est une manière aussi de rapprocher cette nouvelle génération qui ne se retrouve pas forcément dans les espaces traditionnels comme celui de la CRESS par exemple et qui aurait besoin d'un espace dans lequel elle se retrouve où elle aura envie de faire des choses.

Ensuite je rejoins ce qu'a dit l'ARS, c'est que l'innovation, finalement, l'idée de croiser alimentation-santé et solidarité, l'intérêt c'est qu'en croisant davantage de choses on met en relation des acteurs qui parfois n'ont rien à voir les uns avec les autres, c'est comme ça qu'on fait de l'innovation, c'est comme ça qu'on sort des projets, finalement qu'on sort des cases des projets inattendus, des choses qui peuvent même paraître un peu farfelues, qu'on fait les plus beaux projets, c'est de là qu'on a besoin d'un espace assez fédérateur et qui rassemble des gens d'origines assez variées.

Ensuite on a besoin aussi d'une plateforme pour avoir un cadre structurant pour coordonner les acteurs et faire émerger des projets.

Je vais revenir à moi : quand on m'a dit qu'il fallait que j'intervienne sur l'alimentation alors que par ailleurs je suis assez proche de certains acteurs membres de la CRESS, j'ai été un peu gêné, je me suis dit, comment je peux intervenir sur la question alimentaire, parce qu'on se connaît un peu tous, on accorde beaucoup d'attention à ce que font les uns et les autres, beaucoup d'intérêt, de bienveillance. On n'a jamais trouvé de cadre pour commencer à travailler sur des actions vraiment concrètes, à passer sur des partenariats, à passer sur des relations de travail, finalement pour le dire un peu familièrement, on se tourne autour, on n'a toujours pas trouvé le sujet fédérateur sur lequel on pourrait travailler collectivement.

Ensuite on a aussi besoin d'une expertise pour accompagner certains projets. Je vais faire un peu de storytelling, c'est un peu à la mode. Il s'avère qu'il y a peu de temps, je rencontre une personne qui m'explique qu'elle a fait des études de psychologie, dans ce cadre elle était beaucoup intéressée par les questions de troubles alimentaires, que l'université ne lui plaisait plus, qu'elle a fait des études de restauration, que finalement le secteur de la restauration ne lui plaît pas non plus et maintenant ce qu'elle voudrait c'est utiliser les compétences acquises dans la restauration pour faire des ateliers en direction des personnes qui ont des troubles alimentaires, d'anorexie. Aujourd'hui, si j'ai quelqu'un qui vient me voir avec un projet comme

celui-là, je ne sais pas du tout ce que je peux faire. Je pense qu'il y a aussi besoin d'une expertise, vraiment, on parle d'étude d'opportunité ce genre de chose. Il y a besoin de permettre à ces personnes de rencontrer d'autres acteurs avec lesquels elle va pouvoir monter son projet et il y a aussi besoin d'expertise pour l'aider à formaliser ce projet. Aujourd'hui c'est du projet complexe, et accompagner du projet complexe c'est pas toujours évident. On n'a pas toujours des personnes pour le faire.

Et enfin là où c'est important pour nous, c'est que c'est une plateforme qui pourrait soutenir finalement les projets d'ESS. Ce qui peut être intéressant aussi, c'est qu'il y a, de plus, à faire en sorte que les acteurs de l'ESS se saisissent de cette problématique pour elle-même, c'est-à-dire qu'il soit aussi moteur de la question de l'alimentation. Il y a beaucoup d'exemples aujourd'hui sur des collectivités effectivement qui essaient de retravailler leur système de restauration collective, on a eu beaucoup de témoignages. Il s'avère pour l'ESS qu'il y a beaucoup de grosses associations, parce qu'il y a aussi de très grosses associations qui ont des systèmes de restauration ; c'est le cas du champ du social, du médico-social qui fait parfois du repas à domicile, qui a aussi de grandes cantines ; on a des maisons de retraites, des crèches. On a aussi d'autres champs comme celui qu'on appelle le champ de l'éducation populaire. Ce sont toutes ces associations qui gèrent nos centres de loisirs, qui en ce moment sont au premier rang pour les questions de la réforme des rythmes scolaires et tous ces acteurs qui tous les jours produisent du repas. Et tout le travail aujourd'hui qui a été fait en direction plutôt des systèmes de restauration collective publique, il serait certainement à faire du côté du privé également et là par contre on est face à une vraie problématique pour laquelle je n'ai pas du tout de réponse, c'est la question budgétaire, c'est comment à un moment donné on peut proposer une meilleure alimentation et pour cela dépasser les logiques budgétaires, c'est comment on pourrait faire en sorte d'accompagner ces structures-là pour qu'elles ne signent pas forcément un contrat avec API ou une des grandes entreprises qui sont sur la restauration collective en tout cas, ça représente beaucoup de repas et ça peut même représenter des débouchés pour des producteurs locaux, pour des producteurs bio.

Et on serait dans un système de solidarité, au-delà de la question caritative, je le dis juste entre parenthèses, la solidarité ce n'est pas uniquement le côté très philanthropique et très caritatif. Et puis, je finirai là-dessus : pour en arriver à tout ça, c'est aussi proposer un nouveau modèle économique, de nouvelles manières d'entreprendre et certainement pour aboutir à tout ça il faut aussi essayer de penser les projets autrement, de comment on les pense aujourd'hui et c'est peut-être là qu'on aura aussi besoin de solidarité, éventuellement des acteurs de l'ESS, des

pouvoirs publics et même des entreprises classiques pour pouvoir créer des systèmes qui puissent proposer une alimentation saine mais avec une base économique solide.

Question: l'ADEME, on dit, tiens c'est l'énergie, il y a beaucoup d'énergies aujourd'hui, et finalement qu'est-ce que l'ADEME perçoit, ou ressent ou attend de ce type de plateforme ?

Evelyne JOURNAUX

Je ne sais pas si vous connaissez l'ADEME : L'Agence De l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie. C'est une agence étatique et nous menons la politique de l'Etat envers donc la protection de l'environnement notamment nous travaillons sur toutes les sortes de pollution toutes sauf celles liées à l'eau qui bien entendu sur certains dossiers nous travaillons avec les agences de l'eau.

C'est vrai qu'à l'ADEME nous l'alimentation, on n'a pas une entrée directe sauf qu'il y a 5 ans quand nous avons mis en place les plans locaux de prévention déchets (Nous avons comme mission la réduction des déchets et un meilleur traitement des déchets, les transports, pollution des sols, aménagement) ; Donc sous cet angle déchets des plans locaux de prévention, ce sont donc en fait les chargés de mission qui ont été mis en place dans les Communautés de Communes (en superficie ça représente à peu près la moitié de la Picardie et en nombre d'habitants) qui nous ont incités à regarder cette question de l'alimentation

Sur les déchets, deux grands axes :

Comment limiter et diminuer les déchets qui sont inéluctables (quand on mange une pêche le noyau est un déchet inéluctable)? En revanche un déchet qui peut être évité : la peau de la pêche (Qu'on incite à manger car il y a plein de vitamines) et permet ainsi de diminuer ces déchets qui ne sont pas inéluctables.

Puis nous avons le gaspillage alimentaire, c'est tout ce qui peut être ingéré mais qui ne l'est pas, parce qu'on laisse dans notre assiette ou parce qu'on épluche mal nos légumes. Par exemple on épluche énormément alors qu'on peut faire des peaux plus fines etc...Ce gaspillage-là, on peut le diminuer de manière drastique.

On a mené différentes actions notamment sur la restauration privée et publique. Je ne sais pas si vous avez entendu parler d'appétit nature. En fait on a expérimenté sur une trentaine de restaurations collectives (Des restaurateurs privés, des crèches, des maisons de retraites, et bien entendu des établissements scolaires des écoles, des collèges, des lycées). On a regardé comment on pouvait faire pour diminuer ces déchets produits et bien les valoriser. On a aussi

suivi et accompagné la DRAAF dans l'opération plaisir à la cantine. Là aussi vous devez connaître certainement, elle s'adresse essentiellement aux établissements scolaires et nous avons créé ensemble des modules de formation pour des gestionnaires, des chefs de cuisine, je dirais tous les acteurs éducatifs qui tournent autour de la cantine scolaire pour limiter ce gaspillage et bien valoriser les bio déchets.

Nous sommes en train de travailler, entre autres, sur une étude menée par AGRO TRANSFERT sur ce qu'on appelle l'analyse de cycle de vie des produits agricoles. Tout ça avec des partenariats très large : Chambres d'agriculture, Terre de lien, l'ABP, la fédération des AMAP, le Conseil Régional. C'est une étude en phase terminale et donc nous allons communiquer en 2015 sur cette étude. Une analyse de cycle de vie c'est quoi ? On prend un produit et puis on regarde dès sa naissance donc issu de matières premières mais aussi quand on le transforme ce qu'il consomme en énergie, ce qu'il produit en déchets, quand on le transporte quand on l'utilise, quand on le consomme et puis ce qu'on fait en valorisation de déchets etc. Donc, vous voyez dès la naissance jusqu'à fin de vie du produit on regarde ce que ça consomme en énergie, ce que ça produit en déchets mais aussi bien sûr en CO2 et on peut comparer donc l'impact de ces produits sur l'environnement. J'ai fait court. Cela sera intéressant que vous soyez invités. Je pense que la chambre d'agriculture et les autres partenaires, on se permettra justement d'inviter l'ensemble des personnes ici présentes pour que vous puissiez en savoir un peu plus. Et puis on va mener des opérations très spécifiques sur le gaspillage alimentaire et les bio-déchets, la valorisation des bio-déchets par le compostage et la méthanisation. Vous avez peut être entendu parler de compostage en pied d'immeuble, compostage de quartier, compostage autonome dans des établissements scolaires. On répertorie à peu près une soixantaine d'opérations en Picardie sur ces opérations de compostage. On incite notamment des établissements scolaires avec plaisir à la cantine, et bien d'autres établissements à une fois travailler sur le gaspillage alimentaire c'est-à-dire à diminuer ce gaspillage. Et ces déchets, comment on les valorise ? Entre autres par le biais de composteurs bien entendu accompagnés d'actions éducatives.

Les opérations à venir consistent à travailler avec les associations de consommateurs pour regarder sur l'alimentation de manière très large quels sont leurs besoins et comment est-ce qu'on peut résoudre, avec eux, les problèmes qu'ils rencontrent. Souvent, c'est de l'information à leur apporter. Nous travaillons aujourd'hui, entre autres, avec le Conseil Régional, les Chambres de Commerce et d'Industrie, la DRAAF, les chargées des plans locaux de prévention dans les Communautés de Communes en prévention déchets sur le gaspillage alimentaire et la

valorisation des déchets avec la grande et moyenne distribution. On définit en ce moment ce qu'on va mettre en place. Retenez, on va proposer à une dizaine de sociétés de grande et moyenne surface de faire un état de lieux : Ce qui se passe chez elles ? Comment ça fonctionne ? Et ensuite éditer un guide de bonnes pratiques sur ce qu'il est possible de faire pour limiter le gaspillage alimentaire.

Cette plateforme nous intéresse parce que nous sommes en train de monter un réseau d'acteurs de l'Economie circulaire. Je ne sais pas si vous avez entendu parler de cette notion. Il y a plusieurs pans : en Picardie on va travailler avec un groupe sur l'alimentation, un autre groupe sur l'économie de la fonctionnalité (On n'est plus sur la propriété d'objet mais bien sur son usage ; je dis n'importe quoi un exemple un comité d'entreprise qui achète des outils par exemple et met en commun ces outils pour son personnel, c'est ce qu'on peut appeler l'économie de la fonctionnalité, des notions de partage, et notion de solidarité).

Nous travaillons aussi sur ce qui est appelé aujourd'hui l'écologie industrielle territoriale. En fait, à l'ADEME on préfère le terme symbiose. C'est-à-dire sur un même territoire on regarde au niveau des activités économiques de ce territoire comment on peut être gagnant-gagnant, comment un déchet dans une société peut devenir pourquoi pas une matière première pour une autre société. C'est pour ça qu'on préfère parler de symbiose, et où et bien le déchet de l'un va permettre une utilisation optimale de ce produit, l'énergie consommée, produite perdue à un endroit peut devenir une énergie utilisée à un autre endroit, voilà ce qu'on appelle l'écologie industrielle territoriale.

Il y a bien entendu des problématiques de réemploi et de recyclage des déchets, d'achat responsable et nous avons aussi un travail aussi l'ARI, l'Institut Godin ...etc. sur les éco-innovations et l'innovation sociale.

Donc cette plateforme nous intéresse dans le cadre de l'économie circulaire. On regarde tous les aspects qui ont un impact sur l'environnement et le social nous paraît indispensable et important. Pourquoi pas s'associer à vous dans cette démarche !

Echanges avec la salle :

Mlle CHEDRAWI, étudiante Master MSAV-02

J'ai une question, j'aimerais avoir le point de vue des organisateurs et des participants : Quelle est à votre avis la 2^{ème} étape après cette journée pour maintenir cette plateforme et la mettre en place dans le futur ?

Marie-Christine GUILLEMIN

Je pense que l'un des fondements de cette plateforme n'est surtout pas, mais j'ai peut être mal compris, la création d'une nouvelle structure. L'objectif étant, mais ça a été dit au début, de travailler à partir des acteurs du territoire.

L'étape suivante, si cette plateforme est mise en place, est de faire en sorte de faire un diagnostic sur les besoins, s'assurer que cette plateforme réponde vraiment à des besoins. On a beaucoup parlé de solidarité, mais elle devra être plus large suite aux interventions de chacun d'entre nous. Donc moi je pense qu'il faut d'abord faire un diagnostic qui sera suivi de préconisations avant de se lancer toute de suite sur l'opérationnel, savoir ou on va, pour quoi, pour qui, monter un vrai projet et dans ce projet il y aura toutes les parties prenantes et non pas la création d'une nouvelle structure.

Evelyne JOURNAUX

Et si je peux me permettre c'est aussi d'avoir le porteur de projet de cette plateforme, puisqu'avec tout ça il faut qu'il y ait quelqu'un qui puisse animer ce type de plateforme et l'alimenter.

Philippe Caron

L'idée qu'on avait aussi et qui a été dite aussi, tout le monde se connaît plus ou moins, tout le monde travaille ou est en contact, mais ce qui est ressenti c'est qu'il y a un réel besoin d'échanger et ça a été dit aussi, l'échange et la mise en relation fait naître aussi l'innovation et fait émerger des choses qui peuvent paraître farfelues quand on est tout seul. Mais quand on est autour de la table, on se dit dans le fond, j'y ai pensé et on y a tous pensé, c'est peut-être pas si bête, c'est peut-être ça qu'il faut faire. Il y avait un peu cette démarche. C'est de lever le pied,

de commencer à avancer sur l'escalier mais après derrière, avançons tous ensemble. C'était cette idée.

Claire Tauty

Je vais compléter ce que viens de dire Philippe. Je suis totalement d'accord avec lui, on avait réfléchi sous cette forme-là. C'est aussi une première fois qu'on invite des acteurs à la fois locaux et régionaux sur ces sujets. On ne savait pas du tout quel intérêt allait être manifesté, si ça fonctionnerait. Donc on voit que ça plutôt bien fonctionné et qu'apparemment les personnes ont trouvé un intérêt à écouter mutuellement les expériences des uns et des autres ou les positionnements des uns des autres.

Je ne sais pas ce qu'Emmanuelle de l'Institut Godin va dire, puisse qu'elle va faire la synthèse, mais je retiendrais vraiment deux mots, deux fonctions à jouer par rapport à ce domaine qui est transversal.

Ça a été dit plusieurs fois : décloisonner ; et à différents niveaux. Décloisonner peut être les acteurs qui financent les projets et aussi certains acteurs entre eux.

Et à un autre niveau, nous on le vit plus sur des projets plus proches du territoire. On joue, nous, ETS, un rôle de médiation entre justement par exemple les agriculteurs et une épicerie sociale, ou entre structures sociales entre elles.

Donc il y a deux niveaux d'intervention : il y a des niveaux qui sont plus près des acteurs locaux et ce besoin existe, parce que ça ne suffit pas de travailler à une autre échelle.

C'est pour nous une première tentative de réflexion partagée. Il y a déjà le travail d'Ella où il y a eu des personnes qui se sont exprimées, et ce qu'elle vous a présentée tout à l'heure. On, analysera toutes les interventions, il y aura une synthèse de faite. Donc à partir de là on préfigurera la suite des réflexions de façon partagée comme l'a dit Philippe, c'est-à-dire qu'il n'y a pas du tout l'idée de plaquer quelque chose.

Notre association se positionne pour animer ça. On le dit puisse qu'on a aussi déposé un projet dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de l'innovation sociale. On se positionne, après, c'est à analyser, car ce ne sera pas quelque chose à porter seul, ce n'est pas l'idée. Ceci étant, à un moment donné il faut bien orchestrer, lancer les choses, les faire bouger, les animer, en répondant une fois de plus au besoin de médiation qui existe à tous les niveaux.

Un participant dans la salle

Il n'empêche que quelque part, si vous permettez, il est important pour créer du lien qu'il y ait un lieu, on ne crée pas facilement du lien s'il n'y a pas un lieu. On l'a bien vu dans les jardins, on l'a vu partout : du lien se crée autour de quelque part qui existe et qui permet de fédérer. Et donc ce sera votre association, mais il faut trouver des lieux au moins.

Philippe CARON

En termes de lieu, on a proposé aujourd'hui un espace, un lieu, mais il en existe aussi pleins d'autres

Sylvie HAZARD dans la salle

Je ne vais pas apporter une réponse en termes de lieu. Mais je ne sais pas s'il y a des conseils généraux qui sont présents cet après-midi. En fait moi je travaille au CG de la Somme. Je voulais simplement signaler mais j'imagine que c'est pas propre au CG de la Somme, qu'on a effectivement plusieurs jardins et épiceries sociales qui fonctionnent comme ceux que vous avez présentés cet après-midi, qu'on a déjà organisé des réunions inter-jardins et inter-épiceries et que par ailleurs il y a aussi le projet de création qui est en cours. Il y a une association qui s'appelle AGENA de plateforme pour acheter et stocker les différentes denrées pour toutes les épiceries sociales de la Somme. Et si je puis dire, ce projet-là pourrait être un sous-projet par rapport à votre plateforme puisque l'ambition qu'on a au niveau départemental pourrait devenir celle du niveau régional et qu'effectivement je pense qu'il serait intéressant qu'au niveau du CG de la Somme, on est tout à fait partie prenante et intéressée à la démarche que vous proposez de mettre en œuvre, puisque nous aussi on est sur le domaine de la santé, du social, etc. et qu'on a déjà des projets qui sont en cours et qui pourraient entrer dans le projet plus global de la plateforme.

Laurence BEL dans la salle

Je me permets d'attirer juste l'attention sur ce qui a été dit sur le fait de décroisonner au niveau institutionnel. Pour être plus sur le terrain, je dirai que c'est important aussi de réfléchir sur la formation des personnes qui vont intervenir directement sur le terrain, parce que ce décroisonnement implique aussi une polyvalence des personnes qui vont intervenir, que ce ne soit pas uniquement les travailleurs sociaux ou des personnes qui maîtrisent la technique du potager, mais il y a forcément aussi un décroisonnement aussi à ce niveau-là. Et je ne sais pas

si en termes de formation ça a été réfléchi. J'attire votre attention sur ce sujet là, qui je pense à son importance.

Mathieu DEBEIRE

Juste un petit mot, il faut peut-être un espace ou simplement donner une visibilité à une problématique un peu noyée dans tout le reste. Je pense qu'à partir du moment où on va donner plus de visibilité à la question alimentaire, ça va créer un appel d'air et on va se rendre compte qu'il y a des opportunités insoupçonnées. On s'est dit qu'il y avait quelque chose à faire autour des structures de l'ESS qui ont de la restauration et qui pourraient en faire un élément important dans leur projet associatif. Et on a juste fait un appel à manifestation auprès des structures qu'on connaît. Et on a identifié une structure qui n'était connue de personne, une maison de retraite qui a fait de la question alimentaire le centre de son projet associatif. C'est une maison de retraite qui accompagne les personnes en fin de vie. Ce n'est pas très joyeux certes mais en tout cas, ils accompagnent principalement ce public là en considérant que ces gens-là, les derniers plaisirs qui leur restaient étaient la question de l'alimentation.

Cet espace-là finalement créera un appel d'air. Si on lance quelque chose on va s'en rendre compte : il y a des milliers d'initiatives qui ne sont pas identifiées et sur lesquelles on pourrait s'appuyer pour essaimer par la suite.

Philippe BONBLED

Je vais juste répondre à une question qui ne m'a pas été posée, bien évidemment on s'associera à l'émergence d'un projet de création d'une plateforme.

Claire TAUTY

Je veux juste dire qu'on a invité des personnes des 3 CG. Il se trouve qu'on est dans l'Oise et qu'on a des contacts plus directs et c'est là qu'on a eu des excuses formelles, en sachant que c'est une première étape. Nous serons vigilants, dans une autre étape, il est évident que ce niveau sera pris en compte de façon plus systématique.

Philippe CARON

Je vous remercie de votre participation à cette table ronde. On a confié à Emmanuelle de l'Institut Godin d'écouter, d'en tirer les éléments clés et de pouvoir éclairer avec son expertise de l'innovation, finalement qu'est ce qui ressort un peu de ce qui s'est dit cet après-midi.

4.2 – Les points essentiels des deux tables rondes

4.2.1 / Idées Clés

Voici les idées clés consensuelles développées au cours des deux tables rondes :

- A été confirmé le besoin d'un **espace centré sur la thématique de l'alimentation à l'échelle régionale.**
- Les modalités et l'éthique souhaitées pour celui-ci sont de l'ordre de la **coopération** et de la **mutualisation** des expériences et des outils, des dynamiques collectives, ceci favorisant les valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire.
- Cet espace devra être **facilement identifié** et nécessitera une **communication** adaptée. L'espace régional devra jouer un **rôle structurant.**
- L'alimentation induit et permet une **transversalité** entre domaines, secteurs d'activités, et catégories d'acteurs. Il s'agit d'ouvrir un espace de médiation permettant de croiser, fédérer, et faire converger les actions.
- La mise en œuvre et l'animation de cet espace s'inscrit dans une **démarche ascendante** : le recours à la phase de diagnostic prendra en compte les ressources, le contexte et les particularités des populations ; l'accueil et l'accompagnement de profils atypiques et transversaux pourra y trouver sa place.

4.2.2 - Enjeux

A / Les enjeux concernent différents domaines, en voici des exemples :

Agriculture

- Réduction des pesticides et encouragement à l'**agro-écologie**
- **Identification** et **coordination** des acteurs de l'accompagnement à l'installation agricole
- **Optimisation technique** (production et transformation)

Economie

- Création d'**emplois**
- Réduction de la **précarité économique**
- **Viabilité économique** des modèles agricoles

Environnement

- Réduction du **gaspillage alimentaire**
- Amélioration de la **qualité des eaux et des sols**
- **Biodiversité** : variétés anciennes et races rustiques
- **Compostage**

Social

- Propositions d'**alternatives à l'aide alimentaire** sous sa forme actuelle pour réduire la précarité
- **Accès équitable** à l'alimentation

Education

- Développement de **formations transversales**
- Connaissance des **dispositifs** et recensement des **outils existants**
- **Mutualisation des outils et des expériences**

Santé

- Réduction des **problèmes sanitaires** : obésité, maladies cardiovasculaires, diabète
- **Bien-être et plaisir** dans le jardin

Culture et citoyenneté

- Partage, lien autour du **jardin et de la cuisine**
- Besoin d'**espaces nouveaux de dialogue** entre agriculteurs et autres acteurs locaux concernés
- **Implication citoyenne** vis-à-vis d'une **agriculture nourricière et saine en circuits de proximité** (AMAP, Terre de Liens)
- Prise en compte d'une **nouvelle sensibilité des jeunes générations**
- Attente sociétale vis-à-vis de la **traçabilité des produits**

B/ Un certain nombre d'actions, d'acteurs et de politiques publiques répondent aux enjeux cités par domaine, nous présentons ci-après les enjeux transversaux, et les idées suggérées lors des tables rondes

*❖ **Agriculture et économie***

→ Articulation à créer entre les besoins de l'aide alimentaire et la production agricole

- 1) *Organiser une filière logistique (stockage et livraison) d'aide alimentaire à partir de produits agricoles*
- 2) *Faire le lien avec AGENA : plateforme de stockage et d'achats de denrées alimentaires pour les épiceries sociales de la Somme*

*❖ **Agriculture, économie, santé, social, éducation et environnement***

→ Approvisionnement en produits bio et locaux de la restauration collective. vecteur d'un accès alimentaire de qualité pour tous

- 1) *Renforcer l'accès aux produits bio et locaux dans la restauration collective*
- 2) *Viser l'ensemble des structures concernées dans les domaines : scolaire, social, médico-social, structures d'accueil en éducation populaire, entreprises*

3) *Prévoir un accompagnement à l'échelle locale pour une mise en réseau des acteurs de la restauration collective*

❖ ***Agriculture, économie, environnement, santé et social***

→ Evolution du modèle de production et de commercialisation agricole actuel picard : rôle central des agriculteurs

→ Possibilité d'installations favorables à une agriculture nourricière, saine et de proximité, en levant les freins de l'accès au foncier

- 1) *Favoriser la disponibilité de produits frais locaux et de qualité*
- 2) *Développer la production biologique, actuellement faible en Picardie*
- 3) *Encourager l'implication des élus locaux sur le thème alimentaire ou agricole*
- 4) *Faciliter l'accès à l'information relative à l'offre de produits locaux*

❖ ***Agriculture, économie, environnement et éducation***

→ Meilleure autonomie des territoires, valorisation des déchets alimentaires en énergie, en produits transformés

Participer au groupe de travail régional sur l'économie circulaire

4.2.3 / Un ensemble de politiques nationales ou régionales visent directement ou indirectement l'alimentation et préconisent des évolutions.

Nous citerons ici les politiques évoquées lors de tables rondes, sachant qu'elles ne sont pas exhaustives.

Agriculture :

- *Nouvelle Loi Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la forêt* : il s'agit de « produire autrement », d'encourager la solidarité, les circuits courts, l'ancrage territorial
- *Programme Régional d'Agriculture Durable*, vision stratégique de l'agriculture durable, partagée par l'ensemble des acteurs du monde rural, qui encourage aussi les circuits courts
- *Plan Régional Alimentation* : la justice sociale, l'éducation alimentaire des jeunes, la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'ancrage territorial, la mise en valeur du patrimoine alimentaire des actions.
- *Plan de l'Enseignement Agricole* : accompagnement des « transitions agro-écologique et éducative » de l'enseignement agricole public picard, diversification, circuit court, et agriculture biologique

Environnement :

- *Plan de réduction des déchets* (ADEME)
- *Grenelle de l'Environnement* avec les objectifs d'aboutir à 20 % de produits biologiques dans la restauration collective d'ici 2012 et de passer en agriculture biologique 20 % de la surface agricole utile en France en 2020.

Alimentation-Santé :

- *Convention ARS DRAAF Rectorat*
- *Politique du Conseil Régional de Picardie Alimentation Santé Agriculture*, favorisant notamment l'agriculture biologique et les circuits courts

Santé :

- *Programme National Nutrition Santé*

La dimension territoriale est omniprésente, elle peut concerner différentes échelles : régionale, départementale, locale. La question de la gouvernance territoriale n'a pas été abordée directement mais les idées récurrentes de synergies, d'approches multisectorielles, et de transversalités des acteurs locaux préfigurent le besoin d'une approche politique plus concertée des territoires.

V – Synthèse de la journée : temps forts et éléments clés

Par : **Emmanuelle BESANCON** – Docteur en Economie, Chargée de mission à l’Institut Godin

1. Mise en contexte

La mise en contexte a montré tout le sens et la pertinence de la mise en place d’une plate-forme régionale Alimentation Santé Solidarité au regard notamment :

- du fait que la Picardie constitue un territoire rural propice à l’agriculture mais dont les circuits courts et l’agriculture biologique ne représentent qu’une part minime de ce secteur d’activités encore largement tourné vers l’agro-industrie ;
- des caractéristiques socioéconomiques de la population picarde, pour laquelle le chômage, la précarité notamment alimentaire et ses conséquences sur la santé sont loin d’être négligeables.

2. Présentation des 4 actions locales picardes

A travers la présentation des actions locales picardes (et bretonne), nous avons pu constater que des initiatives existent et qu’elles méritent d’être analysées comme cela a été fait dans le cadre de l’étude réalisée :

- non seulement parce que ces initiatives associent étroitement à la problématique alimentaire les dimensions santé et solidarité ;
- mais aussi parce qu’elles sont porteuses de changement dans les pratiques : il ne s’agit pas uniquement de produire mais de produire autrement et par soi-même ou encore de modifier les habitudes alimentaires.

La force de ces initiatives réside notamment dans leur dimension collective qui s’exprime non seulement dans la création de lieux de vie, d’échanges et de partage, mais aussi et surtout dans la prise en charge collective des besoins dont il est question, face à des problématiques qui font encore trop souvent l’objet d’une action ponctuelle et individuelle.

Derrière ces initiatives, il y a donc la volonté de prendre le problème à la racine, d’ « agir sur le fond » plus que d’agir dans une logique de réparation sociale.

Cette dynamique collective était également au cœur des deux tables rondes de l'après-midi.

3. Les tables rondes

Elle est tout d'abord apparue dans la première table ronde à travers :

- les actions multi-acteurs ou encore multi-partenariales associant les agriculteurs, l'Etat et les collectivités locales, les associations, les réseaux, les chambres consulaires, la grande distribution et bien entendu les habitants et les familles ;
- le fait de recréer un lien direct entre producteurs et consommateurs.

Ces actions collectives génèrent ainsi non seulement de la proximité géographique, mais aussi et surtout de la proximité relationnelle et de l'interconnaissance entre les acteurs du territoire.

Elle est également apparue dans la seconde table ronde à travers :

- la notion de mutualisation des outils, des compétences, de l'approvisionnement et des ressources ;
- le fait de proposer des solutions globales, décloisonnées et transversales par l'innovation sociale ;
- le fait de créer un espace collectif de parole, d'échanges et de pratiques ;
- un espace intersectoriel qui permet de coopérer et de fédérer les énergies.

4. Enjeux et perspectives

Au regard de l'ensemble de ces éléments, la plate-forme soulève un tripe enjeu :

- celui de proposer une **approche transversale** des problématiques relevant de l'alimentation, de la santé et de la solidarité à un niveau régional ;
- celui de s'appuyer sur **une démarche systémique** en permettant de structurer, de décloisonner, de coordonner et de créer du lien entre acteurs de l'agriculture, acteurs de l'aide alimentaire, acteurs de l'ESS, acteurs publics et société civile ;
- celui enfin de **re-politiser la problématique de l'alimentation**, au sens où il n'est pas seulement question ici de privilégier la consommation de certains produits plutôt que d'autres, mais aussi et surtout de favoriser la prise de parole dans l'espace public et de faire évoluer les pratiques, et donc de ré-encadrer politiquement les activités marchandes dont il est question en les réinsérant dans un débat public. Ce qui permet d'ajouter aux trois piliers

bien connus du développement durable que sont l'économique, le social et l'environnemental, l'enjeu de la participation démocratique et citoyenne, quatrième pilier bien souvent oublié du développement durable.

Charge à nous maintenant de faire vivre cet espace, non seulement en tant que professionnels, mais aussi en tant que consommateur et citoyen, car c'est une question qui transcende la séparation entre vie publique et vie privée, et surtout qui nous concerne tous et qu'il est urgent de se réapproprier.

VI - Remerciements

Madame, Monsieur,

L'association Echanges pour une Terre Solidaire et l'institut polytechnique LaSalle Beauvais vous remercient vivement de votre participation à la journée du 16 octobre 2014 pour une rencontre-débat "Alimentation-Santé-Solidarité: vers la création d'une plateforme?" que nous avons organisée à LaSalle Beauvais.

Vos interventions et vos avis sur l'enjeu de la mise en place d'un espace sur cette thématique ont permis d'ouvrir et d'enrichir le débat sur un sujet qui nous intéresse tous.

Bien cordialement



VII – Annexes

Diaporama « Introduction » de la journée du 16 octobre 2014

LaSalle  Alimentation Santé Solidarité
Des savoirs • Un monde • Pour le monde
Journée 16 octobre 2014
Philippe Caron, Directeur Développement Durable
Claire Tauty, Coordinatrice ETS





Alimentation-Santé-Solidarité : vers la création d'une plateforme picarde ?

14h15 Présentation de 4 actions locales picardes et d'une action bretonne

15h Café stand, possibles échanges avec les porteurs de projets

15h30 Synthèse de l'étude « identification et analyse des initiatives locales multi-acteurs portant sur alimentation-santé- solidarité en Picardie »

15h40 Alimentation-Santé-Solidarité : vers la création d'une plateforme régionale ?

Film: Penser l'alimentation, alimenter les changements

15h45 Table ronde 1 : Quels liens possibles avec les acteurs de l'agriculture en Picardie?

Intervenants : DRAAF, Chambre Régionale d'Agriculture, COPASOL

16h20 Table ronde 2 : Quels enjeux pour une plateforme picarde sur l'Alimentation-Santé-Solidarité? Intervenants: CRP, ARS, CPCA-CRESS, ADEME

17h Synthèse de la journée : Institut Godin

Pot de l'amitié et rouleaux d'automne picards

Remerciements



- Les financeurs du projet:
DRAAF, CRP, CG60, Fondation Macif , Ville de Pont Ste Maxence
- Ella Mbroh qui a réalisé l'étude des projets et préparé cette rencontre, avec le soutien de Dedenyo Adossi .
- Les différents intervenants, présentant les actions, contribuant aux table ronde, ou faisant la synthèse
- Les étudiants de MSAV , Maxime Agnès de l'Institut Lasalle
- Laurence Da Silva et Marie-Paule Lecoq d'ETS
- Arthur Rifflet pour le film présenté

Votre aide pour répondre si vous l'acceptez aux demandes d'interviews au cours de l'après midi

Introduction

ELEMENTS DE CONTEXTE

- ✓ La Picardie: caractéristiques agricoles, sociales, sanitaires
- ✓ Gaspillage alimentaire
- ✓ Aide alimentaire, paradoxes, pistes

IMPLICATIONS

- ✓ Mobilisation citoyenne et associative
- ✓ Enjeu d'une animation territoriale
- ✓ Recherche développement multiacteurs et multiscales

La région Picardie, industrielle et rurale

- La **Picardie** est industrielle et rurale à la fois
- Située entre deux grandes régions urbaines, l'Île-de-France et le Nord Pas-de-Calais .
- Maillage de villes petites et moyennes qui structure le territoire, largement marqué par un habitat périurbain.
- L'agriculture picarde est l'une des plus productives de France

Les principales cultures de Picardie

SAU Surface agricole utile



L'agriculture picarde

- Qualité des terres et des sols
- Production dite de masse
 - Agro-industrie
 - Développement de la filière Agro-Alimentaire
- Typologie variable des fermes selon les petites régions
- Circuits courts: 9 % des exploitations agricoles
- Agriculture biologique: 0,7 % de la SAU (Surface Agricole Utile)

Le chômage très prégnant

- **Niveau de formation de la population régionale**
 - parmi les plus faibles de France.
- **Taux de chômage (fin 2013)**
 - 11,7% de la population active en Picardie
 - 10% dans l'Oise, 12% en Somme et 14% dans l'Aisne.
 - supérieur à la moyenne nationale : 9,8%.
 - troisième rang des régions les plus touchées par le chômage derrière le Languedoc-Roussillon et le Nord-Pas-de-Calais.
- **Conséquences**
 - davantage de personnes en situation précaire
 - dépendance aux aides sociales et aux programmes d'aide alimentaire.

La Picardie en mauvaise santé

- **forte prévalence du surpoids et de l'obésité:** 20% de prévalence de l'obésité chez les adultes en Picardie (Enquête Obépi Roche 2012).
- **état de santé général des personnes en situation de précarité moins bon** que les personnes non précaires. (Diagnostic territorial réalisé par l'Observatoire Régional de la santé ,ORS2)
- **place majeure de l'aide alimentaire** dans l'alimentation des personnes qui y ont recours (Etudes ABENA et E3)

http://www.cna-alimentation.fr/wp-content/uploads/2013/04/cna_avis72.pdf

<http://www.courrierdesmairies.fr/28357/accord-pour-le-fonds-europeen-daide-aux-plus-demunis/>

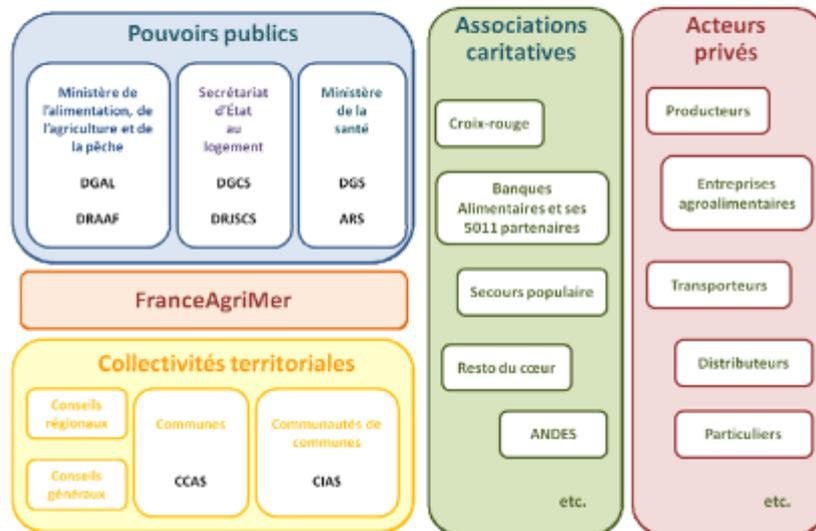
Gaspillage alimentaire

- En un an, chaque Français jette en moyenne 7 kg de produits encore emballés, non entamés*!
- En France, le gaspillage représente selon certaines estimations **260 kg d'aliments par personne et par an**.
- Le gaspillage est un scandale environnemental et social
- Pertes de productivités, pertes pendant le stockage, gaspillage... **Du champ à nos assiettes, l'ensemble des pertes est estimé au total à 55% de la production agricole mondiale****

*Campagne nationale de caractérisation des ordures ménagères, ADEME, 2009

**4Selon un rapport conjoint de l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI). LUNDQUIST Jan, FRAITURE Charlotte (de) et MOLDEN David *Saving water : from field to fork- curbing losses and wastage in the food chain*, 2008,36 p.

Principaux acteurs de l'aide alimentaire en France



Source CNA: Aide alimentaire et accès à l'alimentation des populations démunies en France

Provenance de l'Aide alimentaire



*Source : www.banquedalimentaire.org/articles/nos-resultats-et-comptes-2012-0012

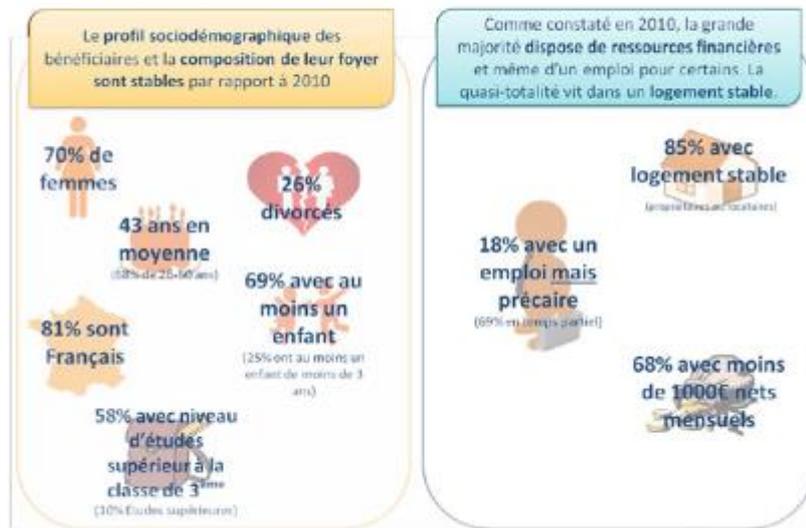
4 DON ALIMENTAIRE • LE GUIDE • OCTOBRE 2013

Les distributions alimentaires de toute nature représentent aujourd'hui en France un équivalent quotidien de 2,5 millions de repas. C'est un véritable circuit de consommation spécifique pour les pauvres qui a ainsi été institutionnalisé.

Aide européenne et remise en cause du financement de l'aide alimentaire

- Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD) 1987 -2013
 - alimenté de façon croissante par le budget de l'union européenne
 - disparition des excédents agricoles européens qui étaient distribués aux associations caritatives
- Fond Européen d'aide aux démunis (FEAD) 2014/2020
3,5 milliards d'euros pour les 7 prochaines années.
- **En France, plus de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté**, 4 millions d'entre elles viennent chercher de l'aide auprès des associations d'aide alimentaire.

Profil des bénéficiaires



Etude Banques Alimentaires Ipsos 2013

Accessibilité des produits frais

- Dans les épiceries sociales il y'a une **faible disponibilité des légumes frais** de bonne qualité
- Dans le commerce **le coût des « cinq fruits et légumes »** devient un facteur limitant compte tenu des budgets limités.
- Les **plats industriels** sont de plus en plus abondants et de plus en plus accessibles,

http://www.cna-alimentation.fr/wp-content/uploads/2013/04/cna_avis72.pdf

Aujourd'hui, malgré les recommandations du PNNS, la diffusion des messages d'éducation nutritionnelle n'a qu'un faible impact sur les comportements de personnes en situation précaire. **Une alimentation saine n'est pas forcément la priorité du quotidien.**

Paradoxe et aberration

- Principalement, les structures de l'aide alimentaire se fournissent **via des circuits longs, négligeant les producteurs locaux** qui pour certains connaissent des difficultés à écouler leurs stocks.
- Les personnes en situation de précarité qui ont recours à l'aide alimentaire n'ont **pas les moyens économiques, culturels et sociaux de s'alimenter chez les producteurs de leur commune** ou de leur département.

Dominique PATUREL, chercheure à l'INRA à l'UMR innovation.

UNITERRES un programme vertueux

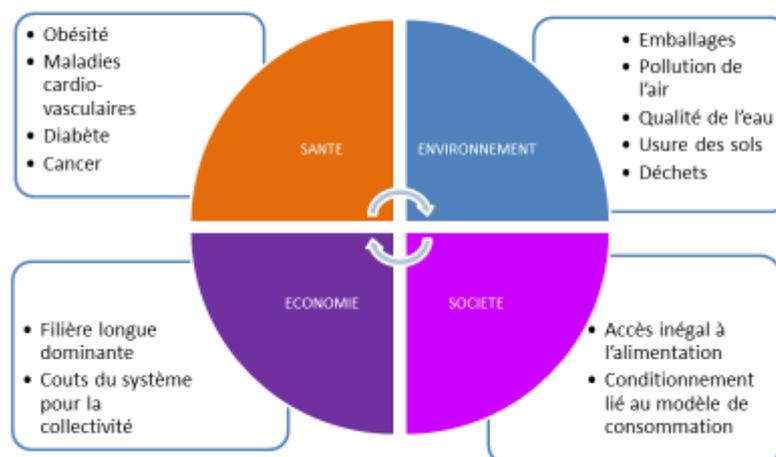


Une alimentation saine pour tous?

DES CONSTATS AUX IMPLICATIONS

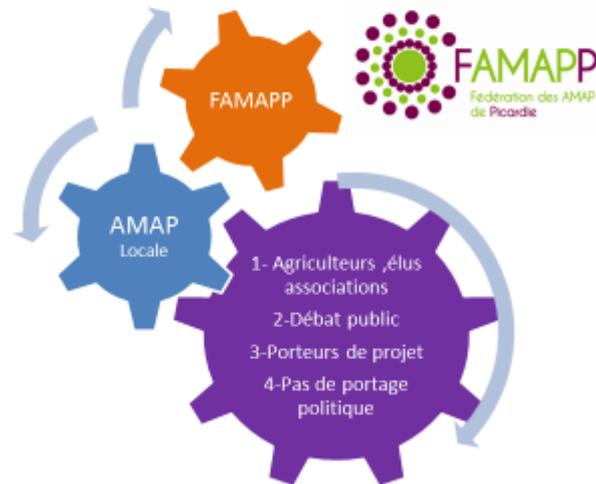


Un modèle alimentaire à questionner



2010 implication citoyenne

→ animation locale
sur les circuits courts alimentaires durables
Sud de l'Oise



2011 → mobilisation associative Echanges pour une Terre Solidaire

Education alimentaire prioritaire

→ porteur de projet

→ implication associative

→ 1^{er} programme

« Bio et Local c'est Vital »

Actions d'éducation alimentaire



2012/2013 → approche territoriale Territoire Solidaire pour une Alimentation Saine

- Projet pilote sur les territoires pontois et creillois
- Volet Social-Volet Agricole
- Expérimentation d'une méthode d'animation



2013 → nouveau partenariat renforcement de la dynamique

- Accueil d'un projet européen « Hungry for rights » sur les **systemes alimentaires alternatifs**
- Pour former un **conseil local alimentaire dans le sud de l'Oise**

Proposé par le réseau international des AMAP

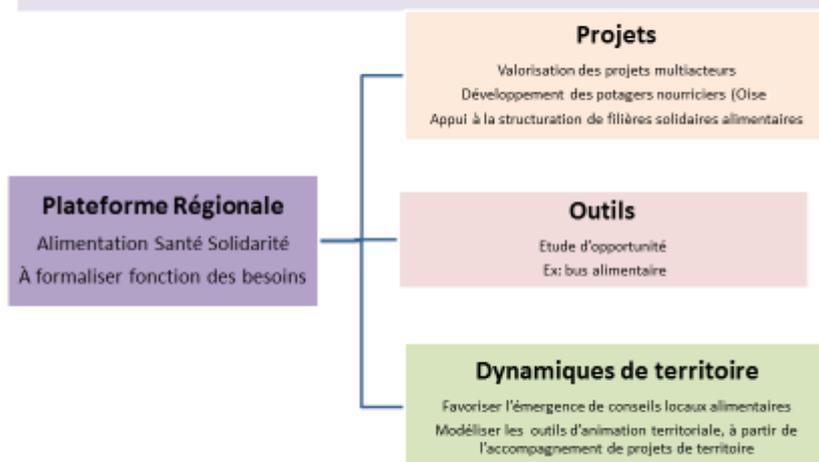


2014 → PICASOL Recherche Développement Picardie Alimentation Solidarité

Travailler sur une dimension solidaire de
l'alimentation saine à l'échelle des territoires



2015 à 2017 → Développement de PICASOL



Contacts

Ella Mbroh
Master MSAV Management de la sécurité alimentaire des villes-Institut La Salle Beauvais
Stagiaire ETS- Echanges pour une Terre Solidaire
ellambroh@yahoo.fr

Marie-Paule Lecoq
Chargée de mission Animation territoriale
Association Echanges pour une Terre Solidaire
mariepaule.lecoq@echangesterresolidaire.org

Claire Tauty
Coordinatrice Association Echanges pour une Terre Solidaire
claire.tauty@echangesterresolidaire.org



Philippe Caron
Directeur du Développement Durable Institut Lasalle
philippe.caron@lasalle-beauvais.fr



Merci pour votre attention

